

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 22 DÉCEMBRE 1931

**Rapport de la Commission de la Défense Nationale chargée de l'examen du Projet de Loi
contenant le Budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1932.**

(Voir les n° 5-XII et 18 du Sénat.)

Présents : MM. LEKEU, président ; le vicomte BERRYER, CALONNE, le baron CASIER, le comte DE BROUCHOVEN DE BERGEYCK, DEMETS, le baron DE MÉVIUS, DEWAELE, le vicomte DU BUS DE WARNAFFE, HOUBEN, WAUCQUEZ et PIERLOT, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Dans son rapport de l'an dernier, votre Commission, persuadée en cela d'être l'interprète de l'assemblée tout entière, affirmait la nécessité pour la Belgique d'assurer sa défense, tout en apportant sa collaboration ardente et loyale à l'effort que les apôtres de la paix poursuivent sous les auspices de la Société des Nations.

Il n'y a pas de contradiction dans cette attitude. Nous devons placer très haut nos espoirs. Il nous est interdit de les prendre pour une certitude et, surtout, d'anticiper sur leur réalisation.

La sécurité du pays doit rester notre préoccupation constante et, pour l'assurer, nous ne devons pas hésiter à demander à la population les sacrifices nécessaires. Elle a trop présent à l'esprit le souvenir de la cruelle expérience de 1914 pour les refuser.

* * *

La crise économique et la diminution des ressources budgétaires qu'elle entraîne ont obligé le Gouvernement à opérer des compressions sur toutes les catégories de dépenses. Il est indispensable que ces économies portent sur les dépenses militaires aussi bien que sur les autres. Cependant, il y a, en cette matière, plus qu'en toute autre peut-être, une stricte mesure à garder. Si l'on doit, plus que jamais, faire une chasse impitoyable à tous les gaspillages, à toutes les dépenses inutiles, si l'on doit se résigner à ralentir l'exécution de certains programmes relatifs à l'amélioration de notre organisation défensive, il faut se garder de compromettre l'efficacité de celle-ci.

Seul le Gouvernement possède, en pareille matière, l'ensemble d'informations indispensables pour déterminer dans quelle proportion l'équilibre budgétaire devra être obtenu par réduction des crédits militaires. Il porte la responsabilité

des propositions qu'il fait aux Chambres. Celles-ci ne peuvent songer à empiéter sur ses prérogatives. Au surplus, la majorité de la Commission a confiance dans la manière dont le Gouvernement s'est efforcé de concilier les nécessités financières avec le souci de la défense du pays. Cette confiance n'exclut pas la vigilance dans l'exercice du droit et du devoir de contrôle du Parlement.

C'est sous l'empire de ces préoccupations que votre Commission a, cette année, procédé à un examen particulièrement attentif du budget de la Défense Nationale.

*
* *

Tout d'abord, elle persiste à ne pas considérer comme étrangers à celui-ci les crédits intéressant notre défense qui se trouvent inscrits au budget extraordinaire. Elle croit qu'en regardant comme faisant partie du champ normal de leurs travaux, chacune en ce qui la concerne, les crédits extraordinaires demandés pour les objets qui sont de leur compétence respective, les commissions du Sénat prépareraient dans la pratique et hâteraient une réforme souhaitée par un grand nombre d'entre nous. Tout en conservant soigneusement la distinction entre l'ordinaire et l'extraordinaire et en veillant à n'inscrire sous cette dernière appellation que des dépenses de premier établissement, et, autant que possible, des dépenses productives, il paraît désirable de ne plus considérer, au point de vue de l'organisation des travaux parlementaires, le budget extraordinaire comme séparé de ceux des divers départements ministériels, mais de rattacher chacun de ses chapitres au budget du département intéressé.

Ce n'est pas que cette année votre Commission trouve au budget extraordinaire des articles de nature à attirer spécialement son attention. Elle a plutôt à signaler l'absence de certaines demandes de crédit. Le Gouvernement ne demande rien aux Chambres pour les fortifications, alors que l'an dernier, comme le Sénat s'en souviendra, un crédit de 210,000,000 de francs avait été voté en vue de cette destination, avec faculté de le dépenser en plusieurs années, à mesure de l'avancement des travaux. Sur ce total de 210,000,000 de francs, la plus grande partie, soit 120,000,000 de francs devait servir à restaurer et à moderniser les forts de Liège et de Namur, à l'exclusion de la plupart des ouvrages situés sur la rive gauche de la ligne d'eau formée par la Sambre et la Meuse. Une somme de 10,000,000 de francs était destinée à l'acquisition de l'assiette des ouvrages à créer en avant de Gand. Le reste du crédit, soit 80,000,000 de francs, devait avoir pour objet la mise en état de défense de la frontière de l'Est. Seuls les travaux de réfection des forts de la Meuse et la construction d'ouvrages destinés à les compléter sont actuellement en cours. Le Gouvernement a estimé que ces travaux s'imposaient tout d'abord, dans l'ordre de l'urgence et, d'autre part, ils étaient déjà très avancés.

La Commission a posé, concernant le programme du Gouvernement en matière de fortifications, la question que voici :

QUESTION.

« La Commission désirerait avoir un exposé des dépenses faites et des travaux déjà exécutés, respectivement sur les crédits de l'an dernier et sur ceux des années antérieures, en vue de la réalisation du plan de fortifications.

» Quelles sont les grandes lignes du plan dont l'exécution est actuellement

poursuivie et en quoi diffère-t-il de celui qu'avait adopté la Commission des Fortifications?

» Quelles sont les sommes qui restent à dépenser pour parfaire l'exécution du plan actuel?

» Dans quelle mesure les compressions budgétaires de cette année retardent-elles cette exécution? »

RÉPONSE.

A. — Les dépenses faites sur les crédits de 1928 à 1930, en vue de la réalisation du système fortificatif du pays, sont les suivantes :

Budget de 1928 : 21 millions;

Budget de 1929 : 23 millions;

Budget de 1930 : 13 millions.

Ces crédits ont servi à entamer la modernisation et le réarmement partiel de certains ouvrages de la Position de Liège, ainsi que la construction d'abris à hauteur de certains ponts de Liège et de dispositifs d'inondation et de destruction.

Le plan fortificatif dont l'exécution est actuellement envisagée comporte :

1^o Place de Liège.

- a) Modernisation et réarmement partiel de certains forts (travaux en cours);
- b) Construction d'abris pour mitrailleuses dans les intervalles entre certains forts;
- c) Construction, entre la ligne des anciens forts et la ville, d'une ligne d'abris pour canons de petit calibre tenant les voies d'accès;
- d) Construction d'abris pour mitrailleuses sur la Meuse, à l'Ouest du canal en aval de Liège et à hauteur de certains ponts à Liège (travaux en cours);
- e) Équipement des liaisons téléphoniques de la place.

2^o Place de Namur.

- a) Modernisation et réarmement partiel de certains forts (travaux en cours);
- b) Construction d'abris pour mitrailleuses dans les intervalles entre certains forts;
- c) Équipement des liaisons téléphoniques de la place.

3^o Région frontière.

- a) Création d'une ligne de défense avec ouvrages à coupoles, casemates et fossés, située à quelque huit kilomètres en avant de l'ancienne ligne des forts de Liège et soutenue par ces derniers.

Le terrain du fort d'Eben-Emael qui fait partie de cette ligne est acheté et les travaux du fort commenceront incessamment.

- b) Création d'une ligne avancée, située à proximité de la frontière, comportant des abris pour mitrailleuses et canons de petit calibre. Certains de ces abris sont construits ou en construction dans le Limbourg.

4^o Travaux divers en vue de destructions, inondations, etc., inhérents au plan de défense du Pays.

(En cours).

5^e Région Dendre — Escaut — Lys.

Création de l'ossature d'une tête de pont au Sud et au Sud-Est de Gand par l'érection de deux ouvrages secondaires entre la Lys et l'Escaut et de deux ouvrages importants entre l'Escaut en amont et l'Escaut en aval de Gand.

Jusqu'ici le Parlement n'a pris de décision qu'en ce qui concerne l'acquisition des terrains d'assiette de ces ouvrages (10 millions sur le budget de 1931).

B. — Le plan fortificatif défini ci-dessus diffère de celui adopté avant le 18 avril 1931 par la Commission des Fortifications par les points suivants :

Dans un but d'économie, et pour parer au plus pressé, la Commission avait préconisé la modernisation et le réarmement partiel de la région de Liège et des places de Namur et d'Anvers; elle envisageait aussi la création de l'ossature d'une tête de pont à l'Est de Gand.

La modernisation de la région de Liège différait des projets énumérés au 1^o ci-dessus par le renforcement plus accentué des intervalles entre les forts, là où l'infiltration était à prévoir, et par la construction d'une seconde ligne d'abris croisant leurs feux entre les forts et la ville.

Au Nord de Liège et pour fermer la trouée de Visé, était envisagée la construction du fort d'Eben-Emael; plus au Nord encore, quelques abris tenant les points principaux de la Meuse et du canal de jonction.

La remise en état de défense d'Anvers intéressait uniquement les ouvrages de première ligne de la rive droite de l'Escaut et les intervalles entre ces forts et redoutes.

Les projets concernant Namur et Gand n'ont pas subi de modification.

C. — Pour parfaire l'exécution du plan actuel, il faut prévoir une dépense d'environ 300 millions en sus des 210 millions prévus au budget de 1931 et sur lesquels il n'a pu être dépensé cette année que 50 millions environ, le restant étant disponible pour l'exercice 1932.

D. — Les compressions budgétaires de cette année (exercice 1932) ont eu pour effet d'annuler tout crédit nouveau pour 1932. Mais il faut remarquer qu'il reste encore environ 150 millions qui pourront être engagés en 1932.

La plupart des membres de la Commission ont l'impression de n'avoir pas obtenu encore toutes les clartés désirables concernant les intentions du Gouvernement en matière de fortifications, ni, d'une manière plus générale, en ce qui a trait à sa conception de la défense du territoire.

L'an dernier, les projets qu'avait présentés le Gouvernement ont donné lieu à des discussions passionnées. Pour en résumer la portée, et sans risquer, semble-t-il, de ramener à des proportions trop simplistes l'exposé de la controverse, rappelons que deux systèmes se trouvaient en présence.

Suivant l'un, défendu par l'état-major général de l'armée, nous devons nous contenter d'une petite armée, composée de douze divisions dont six dites d'active et six de réserve, ne comprenant que les plus jeunes classes de milice, c'est-à-dire, dans l'infanterie, les hommes de vingt à vingt-sept ans, les classes plus âgées n'étant pas armées et ne devant participer à la défense du pays que sous la forme de troupes d'étapes ou de compagnies de travailleurs, rôles éventuels au sujet desquels les intentions du commandement ne paraissent pas, jusqu'à présent, être bien arrêtées. De toute évidence, cette petite armée n'est

apte qu'à défendre, au maximum, la rive gauche de la Meuse, d'autant plus que, sur les douze divisions, il y en a six qui n'ont aucune existence effective en temps de paix; on n'en possède que les éléments et elles sont, en somme, à organiser de toutes pièces lors de la mobilisation. Ce n'est pas être pessimiste que de fixer à quinze jours ou trois semaines, au moins, le temps nécessaire pour que ces unités acquièrent vie et cohésion et se trouvent aptes au combat. Sans exclure formellement la défense à la frontière, la nécessité de proportionner le choix du but aux moyens dont on dispose laisse entrevoir que l'armée ainsi constituée attendra le choc sur la Meuse, appuyée sur l'ancienne ligne des forts de Liège, modernisés et, moyennant ce, considérés comme pouvant encore rendre des services comme points d'appui dans une ligne de bataille. L'ennemi survenant en forces supérieures, l'armée se retire sur une ligne approximative Anvers-Namur, puis, si elle y est contrainte, dans un réduit national, protégé par les lignes d'eau des Flandres, dans lequel ses bases auront, au préalable, été transportées et où elle tâchera de durer, en attendant les secours alliés. Sur chacune de ces positions successives, elle trouvera des ouvrages permanents, modernisés ou nouveaux. Telle sera la raison d'être des fortifications de Namur et de Gand; telle devait aussi être l'utilité de celles d'Anvers, mais cette dernière partie du projet a été abandonnée en cours de discussion.

Ce système a des avantages. Il tend à éviter la destruction de nos forces à assurer la conservation d'une armée belge pendant toute la durée de la campagne, jusqu'à la décision finale. Ces avantages sont d'ordre politique aussi bien, sinon plus, que d'ordre militaire et ils méritent de retenir l'attention. Par contre, pareil plan livre, dès le début de la guerre, le tiers du pays à l'invasion et se résigne à une défense en profondeur qui comporte, après l'accumulation de bien des ruines, l'abandon de presque tout le reste du territoire.

Suivant l'autre système, l'armée a pour mission primordiale, sinon unique, de protéger le territoire tout entier. Elle doit fixer sa défense à la frontière ou, du moins, sur une position très rapprochée de celle-ci. Elle doit s'y défendre à outrance, sans songer à la retraite, quoi qu'il arrive. Vu l'ampleur du front, ceci exige une armée plus nombreuse, comprenant dix-huit divisions. Ce chiffre doit être atteint, même si, pour obtenir le nombre, il faut, par voie de compensation des sacrifices, se résigner à une nouvelle réduction du temps de service. Aussi bien, cette dernière éventualité apparaît-elle comme d'importance secondaire, suivant la conception que nous examinons ici, étant donné le rôle de défensive pure auquel l'armée est destinée. Les dix-huit divisions seront homogènes, toutes comprenant des soldats de toutes les classes mobilisables et présentant, dans l'ensemble, la même moyenne d'âge. Notre organisation militaire doit être complètement remaniée, en s'inspirant du type des armées de milice. La couverture sera cherchée dans la rapidité de la mobilisation, spécialement dans la mobilisation sur place de la ligne de surveillance. La solidité de la troupe dépendra surtout de l'abondance et de la qualité des cadres de réserve. On demandera la cohésion au recrutement régional et au nombre des rappels.

Ici encore les avantages sont évidents : l'armée a tout le territoire derrière elle; si elle peut tenir, le pays entier échappe à l'invasion. Par contre, elle joue toute la fortune du pays sur la première carte. Si la ligne est forcée, une rupture de contact est impossible et c'est le désastre.

Il serait désolant qu'entre ces deux conceptions extrêmes il n'y eût pas de moyen terme. Sans aller jusqu'à répartir toutes les forces actives entre dix-huit divisions de composition homogène et dont la qualité interdirait toute tactique

sortant de la stricte défensive, ne serait-il pas possible d'obtenir ces deux résultats : l'entrée en ligne plus rapide des six divisions de réserve et la constitution d'une armée de seconde ligne?

Ce serait un non sens que d'incorporer tant d'hommes pour ne pas les faire servir ou pour les employer trop tard.

Tous nos efforts doivent tendre à mettre en ligne nos douze divisions en même temps. Pour cela, nous ne devons reculer devant aucun sacrifice compatible avec la situation financière du pays. Quant aux moyens, c'est à l'autorité compétente à les proposer. Qu'il s'agisse du système dit du dédoublement des unités ou simplement du renforcement des cadres et d'une certaine vie à donner, dès le temps de paix, aux divisions de réserve pendant les périodes de rappel, le choix du procédé est d'importance secondaire, pourvu qu'il soit efficace et que le but soit atteint sans, bien entendu, sacrifier la qualité au nombre.

Quant à la création de troupes de seconde ligne, le Gouvernement a, lors des débats qui ont eu lieu pendant la dernière session, semblé vouloir écarter tout projet de cette nature en invoquant le coût élevé de l'armement et de l'outillage des divisions supplémentaires. Les chiffres avancés à ce sujet ont été discutés. M. le Ministre de la Défense Nationale a manifesté l'intention de les soumettre à revision. Sans doute le Sénat prendra-t-il avec intérêt connaissance de ce travail. Qu'il suffise pour l'instant de signaler qu'il n'est pas question de doter immédiatement les divisions de seconde ligne d'un matériel neuf. Une grande partie de l'armement nécessaire existe et achèvera de devenir disponible à mesure du renouvellement auquel il est procédé dans les divisions déjà existantes; il n'est pas indispensable que l'armement des grandes unités à créer soit complet dès le premier jour de la mobilisation, puisqu'en toute hypothèse on ne pourra songer à mener au combat, sans une reprise en mains de quelques semaines, des troupes composées de classes qui ne sont pas, à proprement parler, anciennes mais qui ont pourtant perdu depuis plusieurs années tout contact avec l'armée. Pendant ces premières semaines qui suivront la mobilisation, l'armement pourra être complété, avec le concours des pays alliés et l'armée de deuxième ligne sera, durant ce temps, chargée de missions secondaires, en rapport avec les progrès de la cohésion de la troupe et les moyens dont elle dispose.

On ne concevrait pas que l'on oppose des raisons d'économie à cette double réforme, surtout à la première — celle qui vise l'utilisation de nos douze divisions dès la déclaration de guerre — alors que le Gouvernement n'hésite pas à proposer une dépense qui, au total, sera de l'ordre de plusieurs centaines de millions de francs, pour le relèvement des fortifications, chose utile assurément, mais dont l'importance ne peut se comparer à celle d'une armée de campagne suffisamment nombreuse et exercée.

Quoi que l'on fasse, l'armée belge ne possédera jamais les effectifs nécessaires pour assurer *seule* la défense de *toute* notre frontière. Faut-il en conclure que la région du Luxembourg doit être abandonnée à l'ennemi? Cette solution est inacceptable et elle ne sera jamais acceptée par les populations intéressées.

Si l'on veut leur éviter les horreurs de l'invasion, il faut en prendre les moyens.

Le premier consiste dans la création de corps spéciaux destinés à la défense de la région ardennaise. Ces corps, recrutés et exercés sur place, recevraient une instruction et un armement appropriés à la défense du terrain accidenté et couvert sur lequel ils auraient à opérer. De grands résultats peuvent, au témoi-

gnage des compétences militaires qui ont étudié la question, être attendus de semblable organisation. Disons, toutefois, que la création de corps de « chasseurs ardennais » ne doit pas constituer une simple satisfaction donnée à l'opinion publique, ni un moyen de lui faire illusion. L'idée de la création de ces corps spéciaux n'est intéressante qu'en fonction d'un plan d'ensemble comportant la défense de la frontière avec le nombre de divisions requis. Leur rôle ne peut se concevoir que comme celui d'une avant-garde ou d'une couverture ayant derrière elle, sinon immédiatement, tout au moins dans un délai limité, des forces plus importantes pour s'opposer à une attaque en masse. Quelles seront ces forces? Dans le Nord de la région ardennaise, ce sera l'armée belge, qui pourra étendre son action plus ou moins loin vers sa droite, suivant les circonstances et, notamment, suivant qu'elle sera ou non rassurée sur le danger d'une attaque venant de la frontière du Limbourg. Au Sud, ce sera l'armée française.

A ce dernier point de vue, on est frappé de constater que, dans les explications qui ont été données aux Chambres lors des débats de l'an dernier, l'autorité militaire a semblé raisonner comme si l'armée française n'existait pas ou, en tout cas, comme si son action devait être isolée de celle de l'armée belge. Votre Commission craint que le contact en vue d'une liaison des plans d'opération soit trop peu suivi entre les états-majors belge et français. Pourquoi cet état de choses? Est-il dû au souvenir des déceptions qu'a laissées au commandement de l'armée belge la lenteur relative de l'aide que la France nous a apportée en 1914? Mais ce retard n'est-il pas dû à l'absence de plans communs et préalablement concertés? N'est-ce pas préparer le retour des mêmes inconvénients que de ne pas conserver la liaison entre les états-majors? Ou se figure-t-on que nous serons plus rapidement secourus en nous retirant dans le réduit national et en y attendant que les forces anglaises éparses dans toutes les parties du monde aient pu rejoindre le théâtre européen des opérations?

Il ne s'agit pas ici d'une question politique, ni d'une question d'influence linguistique et les tenants de la politique régionaliste font fausse route, ils font œuvre néfaste lorsqu'ils jugent, du point de vue de leurs querelles, ce que l'on a improprement appelé l'alliance militaire française. Il n'y a pas de traité militaire franco-belge, mais il y a eu manifestation réciproque de l'intention de deux pays amis, exposés à des risques semblables, de conjurer l'action de leurs forces contre une agression commune. Si la réalisation de ce projet qu'impose le simple bon sens venait à être abandonnée, quelles en seraient les conséquences? Quel serait le danger de laisser une vaste trouée entre la ligne des fortifications françaises de l'Est et l'armée belge prenant position au nord de la Meuse? Ne faudrait-il pas craindre de voir la France, obligée de renoncer à donner la main vers le Nord à l'armée belge, replier sur sa propre frontière, de Longwy à Lille, ses organisations défensives? Alors la Belgique, au lieu d'être retranchée avec la France derrière des lignes communes, jouera, comme en 1914, le rôle de poste avancé; puis tandis qu'en combattant elle se repliera vers l'Ouest, la bataille principale s'engagera sur notre frontière du Sud. On chercherait en vain un plan mieux conçu pour accumuler les ruines sur notre territoire. Ce sont là des réalités qui s'imposent à l'attention et dont le poids doit prévaloir contre toutes les idées préconçues, contre toutes les préventions et, même, sur les plus belles conceptions issues de l'art militaire pur.

Lors de la discussion du dernier budget, ces préoccupations se sont traduites par ces questions suivantes posées à M. le Ministre de la Défense Nationale :

L'organisation actuelle de la défense de l'armée permet-elle d'envisager

comme vraisemblable la défense du territoire dans une zone très proche de la frontière, y compris la rive droite de la Meuse et la région Sud-Est du pays?

Dans la négative, le Gouvernement compte-t-il proposer aux Chambres les moyens d'assurer la défense intégrale du territoire et quels sont ces moyens?

Nouvellement entré en fonctions, M. le Ministre a, comme il était naturel, estimé que ces questions demandaient, de sa part, un examen approfondi et il a réservé sa réponse. Le débat qui va s'ouvrir sur le budget de la Défense Nationale sera, votre Commission en a le ferme espoir, l'occasion pour le Sénat et pour le pays tout entier d'être complètement éclairés sur les résultats de cette étude.

* * *

Les dépenses prévues par le département de la Défense Nationale se montent à 1,056,942,952 francs, comprenant 993,576,648 francs de dépenses ordinaires et 63,366,304 francs de dépenses exceptionnelles.

Par rapport au budget de l'an dernier, la diminution des dépenses est de 150,051,252 francs. Elle s'explique, en ordre principal, par la réduction du montant des traitements (suppression de la majoration de 6 p. c.), par la diminution du coût des vivres, des fourrages et d'autres matières, par la suppression ou l'ajournement de certaines dépenses primitivement prévues et qui avaient pour but de mettre progressivement à la hauteur des besoins les approvisionnements, l'outillage et l'armement.

En outre, le budget extraordinaire prévoit, pour la Défense Nationale, un ensemble de crédits se montant au total de 18,711,000 francs contre 306,900,000 francs inscrits au budget de l'an dernier. La différence provient en ordre principal de ce que rien n'est demandé cette année pour les fortifications, alors que le budget extraordinaire de 1931 prévoyait pour cet objet un crédit de 300,000,000 de francs dont 210,000,000 de francs seulement furent, comme nous l'avons dit, votés par les Chambres. De plus, le budget extraordinaire de 1931 portait, sous le titre de « dépenses non permanentes afférentes aux réparations des dommages de guerre », divers crédits pour frais entraînés par le fonctionnement des commissions des pensions militaires, pour réquisitions et dégâts durant la guerre et pour destruction de munitions. Ces divers crédits sont maintenus, sauf que le premier est porté à 1,000,000 de francs et le deuxième réduit à 200,000 francs. Mais tout ce paragraphe du budget extraordinaire de l'an dernier a été, cette année, porté à l'ordinaire, section des dépenses exceptionnelles.

Votre Commission s'est demandée s'il n'y aurait pas lieu de procéder à un reclassement des diverses catégories de dépenses. Il lui a paru que la répartition entre dépenses ordinaires, exceptionnelles et extraordinaires n'a pas toujours lieu suivant des principes bien arrêtés. D'autre part, des dépenses paraissant de nature identique font l'objet de plusieurs postes, soit dans la même catégorie, soit entre les divers groupes de crédits susvisés. Dans cet ordre d'idées, la question suivante a été posée à M. le Ministre de la Défense Nationale :

QUESTION.

La Commission désirerait savoir quels sont les principes qui ont présidé à la répartition des crédits demandés entre le budget ordinaire et le budget extraordinaire,

La Commission relève notamment, comme lui paraissant demander quelques éclaircissements, les rapprochements que voici :

a) Un crédit de 26,000,000 de francs pour munitions d'infanterie est porté à l'ordinaire (art. 31, 2^o), tandis qu'une somme de 6,686,000 francs pour (matériel) et munitions d'artillerie est portée à l'article 40 de l'extraordinaire;

b) Un crédit de 19,814,000 francs prévu pour complètement de l'artillerie est inscrit sous l'article 65, à l'ordinaire, tandis qu'un crédit de 6,686,000 francs ayant une destination analogue est porté à l'article 40 de l'extraordinaire.

D'une manière plus générale, des dépenses de même catégorie sont réparties entre de multiples articles, tant du budget ordinaire que de l'extraordinaire.

Par exemple, on trouve un crédit de 26,000,000 de francs pour munitions d'infanterie, sous le n° 2 de l'article 31 des dépenses ordinaires du budget de la Défense Nationale. D'autres dépenses en munitions d'infanterie sont prévues sous l'article 68, parmi les dépenses exceptionnelles du même budget; il s'agit là d'un crédit de 21,539,000 francs qui comprend globalement l'achat de munitions d'artillerie, d'infanterie et des installations de matériel, le tout groupé sous la rubrique « Service des Établissements et Services techniques de l'Artillerie ».

RÉPONSE.

Ci-après les principes suivant lesquels les crédits demandés ont été répartis entre les divers budgets.

Sont portés :

a) *Au budget ordinaire (dépenses ordinaires)*, les crédits destinés :

1^o A l'entretien et au renouvellement du matériel en service à l'armée;

2^o A remplacer, dans les approvisionnements, les munitions et les matières consommées pour l'instruction du personnel;

3^o A couvrir les dépenses d'exploitation des établissements, services techniques et parcs d'artillerie.

b) *Au budget ordinaire (dépenses exceptionnelles)*, en principe les crédits destinés à la fabrication ou à l'acquisition de matériels, avec leurs munitions, en vue de compléter l'armement fixé pour notre armée;

c) *Au budget extraordinaire*, les crédits destinés à la création d'installations nouvelles de caractère permanent et à la constitution d'armements nouveaux.

C'est ainsi que la tranche de crédit de 26,000,000 de francs prévue à l'article 31, 2^o du budget ordinaire (dépenses ordinaires), en exécution de la convention autorisée par la loi de 29 avril 1929, est destinée à reconstituer partiellement nos approvisionnements de guerre en cartouches, les compressions budgétaires pratiquées depuis 1926 n'ayant pas permis de remplacer chaque année les munitions consommées pour l'instruction des troupes et prélevées sur les dits approvisionnements en voie de reconstitution. De plus, l'adoption d'une munition de type nouveau entraînera également le remplacement des munitions de type ancien dans la mesure où celles-ci seront déclassées.

Le crédit de 19,814,000 francs prévu à l'article 65 du budget ordinaire (dépenses exceptionnelles) est destiné à des dépenses tendant, en principe, à la modernisation de matériels existants, soit par des perfectionnements de détail, soit par acquisition de matériels de type nouveau, remplaçant des matériels anciens (canon de corps d'armée).

Le crédit de 21,539,000 francs prévu à l'article 68 du même budget est destiné à la fabrication ou à l'acquisition de douilles, artifices et explosifs, ou munitions complètes, pour les matériels dont il s'agit ci-dessus, y compris les grenades et munitions pour mortier d'infanterie, ainsi qu'à l'équipement de certains locaux nécessaires aux ateliers de fabrication de munitions.

Le crédit de 6,686,000 francs prévu à l'article 40 du budget extraordinaire, est destiné plus spécialement à la fabrication ou à l'acquisition de matériels modernes de types nouveaux, avec leurs munitions, en vue de maintenir l'outillage de notre armée à la hauteur des progrès réalisés dans l'armement.

* * *

Jetons un coup d'œil sur l'ensemble des dépenses prévues, envisagées au point de vue de leur destination.

Les dépenses de l'Administration centrale se montent à 13,435,626 francs, en augmentation de 696,246 francs. Tous les postes de ce chapitre sont, pourtant, stationnaires ou en diminution, à l'exception d'un seul : le montant de la redevance payée par le département de la Défense Nationale à l'administration des postes a été fixé à 1,322,728 francs, au lieu de 394,660 francs l'an dernier.

Sur le total, il y a 10,902,628 francs de traitements et salaires du personnel civil de l'administration centrale, qui compte 368 fonctionnaires et agents permanents. Il y a lieu d'ajouter les traitements et soldes du personnel militaire attaché ou détaché à l'administration centrale et qui sont compris dans les chiffres globaux du chapitre III. Votre Commission a jugé qu'il serait intéressant de connaître la composition totale du personnel de l'administration centrale, ainsi que des rémunérations diverses qui lui sont attribuées.

La Commission signale le chiffre élevé du personnel. Elle croit pouvoir suggérer une revision des attributions et demande qu'un effort soit fait pour réaliser des économies par une certaine décentralisation. Elle a l'impression qu'il serait possible de simplifier la tâche de l'administration supérieure en accordant, notamment, plus d'autonomie aux chefs de corps, sous leur responsabilité et sous réserve du droit de recours des inférieurs qui se croient lésés. N'est-ce pas, du reste, une illusion de croire qu'une décision est d'autant mieux prise qu'elle l'est de plus haut et que son auteur est, par conséquent, plus loin des sources d'informations? D'autre part, l'excès de centralisation tend à multiplier les organes de transmission et les rouages qui tournent « à vide ». Il importe de réduire au strict minimum les dépenses d'argent et de temps qui n'ont pas une efficacité directe au point de vue de la défense du pays.

C'est en obéissant à cet ordre de préoccupations que la Commission a posé à M. le Ministre de la Défense Nationale la question suivante :

QUESTION.

Quelle est la composition du personnel militaire occupé à l'administration centrale?

La Commission désirerait connaître le montant des traitements ou soldes de ce personnel militaire.

Dans l'augmentation du personnel civil dont il est fait mention au dernier alinéa de la note justificative, quelle est la proportion d'anciens volontaires

de carrière? Éventuellement, quelles sont les raisons qui s'opposent à ce que la totalité de ce recrutement ait lieu dans la catégorie considérée?

La réponse parviendra ultérieurement.

* * *

Tout le chapitre II du budget est consacré à l'Institut cartographique militaire. On relève sous ce titre, les « Services généraux et techniques de l'Institut cartographique », « l'Imprimerie lithographique », « l'Imprimerie typographique » « et le Service cinématographique », ce dernier, du reste, peu important. Le total des dépenses de ce chapitre se monte à 8,662,705 francs, en diminution de 639,295 francs.

Jusqu'à quel point les établissements dont il vient d'être question font-ils réellement partie de l'Institut cartographique et quel est le genre de travail que l'on y effectue? Comment se justifie le nombreux personnel qui y est employé?

La Commission a posé à ce sujet la question que voici :

QUESTION.

Le titre du chapitre II répond-t-il à l'ensemble de son contenu ou seulement au littera A?

Dans ce dernier cas, à quelle destination répondent les ateliers d'imprimerie visés sub litteris B et C?

Quelle est la composition du personnel militaire affecté aux mêmes services (A, B et C)?

La Commission relève que le personnel civil groupé sous la mention « Institut cartographique militaire » comprend, à l'exclusion du Service cinématographique, 277 personnes. Elle désirerait avoir quelques indications justifiant ce chiffre, ainsi que celui du personnel militaire.

La Commission désirerait notamment connaître quelle est la production annuelle des organismes dont il s'agit.

Elle désirerait connaître également le montant des traitements du personnel militaire, venant s'ajouter aux 8,500,000 francs, environ, auxquels s'élèvent les traitements du personnel civil.

RÉPONSE.

Le titre de ce chapitre répond à l'ensemble de son contenu, c'est-à-dire à tous les traitements et salaires à payer au personnel civil attaché à l'Institut cartographique militaire.

Les rubriques reprises aux lettres A, B, C, D, ne sont que des sous-titres du littera A.

Les effectifs en personnel, détaillés au projet du budget, répondent à l'importance des attributions dévolues à l'Institut cartographique militaire.

(Voir tableau annexe I, donnant, par service, la répartition de ces effectifs.)

Ces effectifs se justifient pour les travaux à effectuer suivant détails consignés dans les annexes II, III, IV, V, VI, VII.

Le montant des traitements et indemnités du personnel militaire énuméré à l'annexe I s'élève, pour l'année 1931, à fr. 1,790,653.86.

Bien que ces dépenses ne soient pas à charge du budget de l'Institut cartographique, le montant des traitements payés aux militaires attachés aux différents services de l'Institut intervient intégralement dans la détermination des prix de revient de ces services.

Si les crédits spécifiés au chapitre II du projet de budget s'élèvent à la somme de 8,662,705 francs, il convient de remarquer qu'en réalité les dépenses à charge du Trésor doivent être diminuées, d'une somme de 2,200,000 francs pour cessions et prestations effectuées contre paiement. Voir note inscrite à la page 171 du projet du budget 1932.

Les annexes jointes à cette réponse sont trop volumineuses pour que le texte en soit joint au rapport. Bornons-nous à en résumer très brièvement la substance.

Il résulte, tout d'abord, de leur examen que, sous le titre d'« Institut cartographique » sont groupés divers établissements ne répondant nullement à cette indication générale, notamment des imprimeries effectuant des travaux de tout genre et des magasins de fournitures de bureau.

Dans cette production on relève — indépendamment des travaux de géodésie et de cartographie — des imprimés à l'usage de l'administration centrale, des corps de troupes, de l'intendance, etc., répondant à près de mille modèles de formules prescrits par des instructions sans nombre. Ces établissements impriment aussi les règlements et diverses publications militaires. Le magasin de ventes livre tant à l'armée qu'à divers services de l'État une foule d'articles de bureau : papier, etc.

Le budget gagnerait en clarté à ce que les divers genres d'activité et de dépenses soient présentés suivant un classement approprié et sous des appellations qui en indiquent la nature.

On peut se demander aussi s'il n'y aurait pas intérêt à ce que tous les départements ministériels s'approvisionnent d'imprimés et de fournitures de bureau au même établissement et s'il n'en résulterait pas une économie de frais généraux. Les crédits inscrits au chapitre que nous venons de parcourir le donnent à penser.

* * *

Le chapitre III du budget est relatif aux traitements et soldes des officiers et de la troupe. Les dépenses prévues se montent à 581,896,868 francs en augmentation de 24,160,174 francs. On trouvera le détail de ces allocations, suivant le grade et la position militaire des bénéficiaires aux tableaux qui figurent aux pages 174 et suivantes du document.

Les traitements et soldes des sous-officiers et de la troupe sont en augmentation de 25,962,285 francs, en partie compensées par des réductions de dépenses. Cette augmentation provient de deux sources : tout d'abord, le nombre des gradés a pu être augmenté dans les limites des effectifs organiquement prévus et l'on ne peut que se réjouir de ce renforcement des cadres inférieurs. Mais, la plus grande partie de la majoration de cette partie des crédits est due au nombre des soldats appointés, qui passe à 8,647, soit 2051 de plus que l'an dernier, ce qui porte le montant des traitements attribués à cette catégorie militaire à 80,849,450 francs, en augmentation de 19,176,850 francs. La plus grande facilité du recrutement des volontaires de carrière et des soldats appointés est due à la crise économique.

Aux traitements et soldes, il y a lieu d'ajouter diverses indemnités et accessoires dont le détail figure à la suite des tableaux précités et qui ont pour

effet de porter les allocations diverses des officiers à 181,736,000 francs et celles des gradés inférieurs et de la troupe à 327,190,800 francs. Ces indemnités et accessoires n'offrent pas grand changement par rapport au dernier budget. Votre Commission relève cependant que les indemnités dites professionnelles (voir à la suite du 2^{me} tableau) passent de 1,200,000 francs à 4,350,000 francs. Cette différence provient, à concurrence de moitié environ, du transfert à l'article 10 des indemnités professionnelles du personnel (cadre spécialiste) de l'aéronautique. Pour le surplus, elle est motivée suivant les notes justificatives, par « la mise à hauteur des crédits afférents aux indemnités professionnelles et à l'indemnité spéciale pour études faites ». Ce qui revient à dire que l'augmentation du crédit est nécessitée par une augmentation de la dépense projetée. On s'en doutait. Qu'il soit permis de citer ce passage du document que nous analysons, à titre d'exemple d'un genre d'explication dont la Commission souhaiterait qu'il ne soit plus fait usage.

Concernant l'ensemble des points visés au numéro 10, la Commission a posé à M. le Ministre de la Défense Nationale les questions que voici, en lesquelles se traduisent à la fois la préoccupation de faciliter le contrôle du Sénat tant sur les dépenses que sur leur affectation et le souci de se rendre compte de la situation des effectifs du cadre et de la troupe.

QUESTION.

La Commission relève que l'augmentation, à concurrence de 2,051 unités, des soldats appointés entraîne une augmentation de dépenses de 19,176,850 fr. Elle désirerait avoir des indications circonstanciées justifiant l'accroissement de cette catégorie d'effectifs et connaître les fonctions auxquelles sont affectés les soldats dont il s'agit (en ce qui concerne ce dernier point, se borner à un aperçu d'ensemble, en évitant toute complication et travaux de recherche prolongés).

Quels sont les effectifs organiquement prévus :

- 1^o En officiers du grade correspondant aux fonctions de chefs de peloton?
- 2^o En sergents et maréchaux des logis?

Quel est le nombre d'officiers qui sont à l'effectif pour l'exercice des fonctions visées au 1^o ci-dessus, en ce compris les capitaines issus de la guerre exerçant des fonctions inférieures à celles de leur grade?

Éventuellement, quelles sont les dispositions qui sont ou seront prises pour remédier au manquant?

Y a-t-il amélioration, par rapport à la situation constatée les années précédentes, en ce qui concerne les déchets résultant d'inaptitude au service survenue entre la comparution des miliciens devant le bureau de recrutement et la fin du troisième mois de leur appel sous les armes? (Voir, à cet égard, les deux derniers rapports au Sénat sur le budget de la Défense Nationale.)

La Commission désirerait avoir des explications détaillées sur ce point, connaître les mesures prises pour remédier aux inconvénients constatés et les effets qu'elles ont produits.

Quel est le nombre des officiers de réserve des différents grades ayant effectué volontairement une période de rappel en 1931?

La réponse n'est pas encore parvenue.

Le chapitre IV du budget, intitulé « Services généraux et corps de troupe » comprend diverses dépenses qui pourraient, semble-t-il, être réparties entre d'autres chapitres. Le total s'en élève à 1,487,750 francs, en augmentation de 530,700 francs, nonobstant le fait que la création d'une école d'officiers des services administratifs (arrêtés royaux des 10 mai et 6 novembre 1930) et l'assimilation de l'école d'aéronautique à une école d'armes (arrêté royal du 10 février 1931) ont entraîné le transfert à d'autres articles du budget (art. 22, 23 et 24) de frais de personnel et d'administration se montant au total de 176,400 francs. La majoration constatée provient surtout d'une diminution des recettes portées en déduction des dépenses, par suite d'une moindre valeur attribuée au produit de déchets des écuries (différence de 700,000 francs.).

*
* * *

Le chapitre V concerne les dépenses des hôpitaux et pharmacies militaires. Les dépenses prévues de ce chef s'élèvent à 32,365,173 francs, en diminution de 1,797,679 francs. La différence provient, notamment, outre la cause habituelle consistant dans la réduction des traitements, de la diminution du prix des matières et de diverses compressions budgétaires sur travaux d'entretien de bâtiments et renouvellement de voitures d'ambulance.

*
* * *

Le chapitre VI indique le montant des dépenses des établissements d'instruction de l'armée, ainsi que du Musée de l'armée. Elles atteignent le total de 12,634,006 francs, en diminution de 15,238 francs, compte tenu des transferts de crédits des « Services généraux des corps de troupe » que nous avons déjà signalés.

Parmi les réductions de dépenses, notons la suppression d'un crédit de 1,800,000 francs prévu l'an dernier, rémunération forfaitaire payée aux écoles civiles d'aviation pour la formation de candidats élèves-pilotes militaires. Le département de la Défense Nationale n'ayant pas renouvelé son contrat avec les écoles civiles d'aviation, il escompte, au cours du prochain exercice, pouvoir réaliser l'économie dont il s'agit. Il semble évident toutefois, qu'il ne peut être question d'une économie nette, car il n'est pas possible que l'armée forme sans dépenses des élèves-pilotes. Il est même douteux qu'elle puisse arriver à ce résultat à moindres frais que les écoles civiles.

Aux termes des contrats auxquels nous venons de faire allusion, l'aéronautique militaire payait aux écoles civiles 900 francs par heure de vol pour un élève breveté. Ce prix était, toutefois, réduit à 800 francs dans le cas où celui-ci était jugé inapte avant d'avoir effectué quinze heures de vol. L'aéronautique militaire garantissait aux écoles civiles la présence d'un minimum de vingt-cinq élèves candidats pilotes militaires par an exécutant au moins vingt-cinq heures de vol annuel chacun. Elle leur garantissait, en outre, une indemnité forfaitaire de 15,000 francs par élève déficitaire sur le chiffre minimum prévu. Ces écoles trouvaient ainsi un fonds permanent et sûr d'activité qui leur était indispensable pour subsister.

Pour le prix dont il s'agit, les écoles devaient fournir à leurs frais tout le matériel : les avions, les moteurs, les rechanges normaux pour le fonctionnement régulier de l'apprentissage des élèves. Elles devaient entretenir ce matériel, assurer les risques complets de casse des appareils et les risques des

tiers; fournir les installations complètes, telles qu'aérodromes, hangars, ateliers de mécanique, ateliers de menuiserie, d'entoilage et émaillitage d'ailerons, bancs d'essai, machines-outils et outillage; elles devaient fournir les moniteurs agréés pour l'instruction en vol, les professeurs agréés pour l'enseignement théorique, etc.

Les écoles civiles soutiennent — et il semble que la chose n'ait jamais été contestée — que le prix de 900 francs par heure de vol est, dans ces conditions, modéré et qu'il n'est guère possible d'arriver, pour un prix inférieur, à former des élèves pilotes, sauf, bien entendu, dans l'armée et pour autant que l'on compte pour rien les traitements et soldes du personnel portés à d'autres articles du budget, la charge financière et quantité d'autres frais, ce qui aboutit à fausser beaucoup d'éléments de la comparaison.

Les avantages du système en vigueur jusqu'à présent sont nombreux, aux dires des partisans des écoles civiles. Tout compte fait, il procure une économie au Trésor. Il permet d'entretenir dans le pays trois foyers d'activité aéronautique qui sont des moyens puissants de propagande; l'efficacité en est indiscutable, à en juger, notamment, par l'essor déjà pris par les jeunes clubs d'aviation dont les pilotes ont, tous, passé par ces écoles. Celles-ci entretiennent des centres d'industrie aéronautique : construction d'avions de conception essentiellement belge, dont une dizaine de modèles de types différents sont déjà utilisés par l'armée et l'aéronautique civile; réparation de divers types d'appareils, de moteurs, etc., où le côté technique, tout autant que le côté pratique est largement approfondi. Elles constituent, en cas de mobilisation, des noyaux d'industries complètement agencées ainsi que des réserves de spécialistes et d'ouvriers prêts à être utilisés dès les premiers moments pour les besoins de l'aéronautique militaire. Enfin, elles réduisent le rôle de l'autorité militaire à ce qui lui est propre en lui fournissant des jeunes gens bien au courant de tout ce qui est commun à l'aéronautique civile et à l'aéronautique militaire, de telle sorte qu'il ne reste à l'armée qu'à parfaire leur éducation au point de vue purement militaire. N'est-il pas indiqué que l'armée instruisse, en qualité de pilotes militaires, des jeunes gens qui savent déjà voler, tout comme il convient que les corps de transports automobiles n'incorporent, autant que possible, comme conducteurs de leurs voitures, que des chauffeurs de profession ou amateurs, sachant tenir un volant ?

Sans vouloir dès à présent engager son opinion sur cette question, votre Commission en signale l'importance. La disparition des trois écoles d'aéronautique d'Anvers, de Gosselies et de Saint-Hubert serait un fait grave qui marquerait un recul dans le développement d'une industrie naissante, où la Belgique a du terrain à regagner, par rapport aux autres pays. Il doit être permis d'ajouter que les populations du Luxembourg verraient, dans la disparition de l'aérodrome de Saint-Hubert — résultat fatal de la résiliation du contrat avec l'État — un nouveau motif d'inquiétude sur les dispositions des autorités compétentes concernant la défense de la partie sud-est du pays. Du point de vue purement civil, la présence de l'aérodrome rend, du reste, de signalés services, ne fût-ce que comme terrain de relai, sur la ligne Bruxelles-Bâle. La direction a su recruter et former sur place un nombreux personnel de techniciens. Il y a là un ensemble de réalisations remarquables dont le sort serait irrémédiablement compromis si le projet de résiliation des contrats venait à être adopté ou maintenu.

D'autre part, il est bon que l'État montre de l'esprit de suite dans ses entreprises et donne confiance, par là, aux tiers avec lesquels il contracte. Il n'est pas bon que des hommes qui ont répondu à son appel et montré la plus louable initiative soient mis dans la nécessité de procéder à une liquidation qui entraîne-

rait pour eux des pertes considérables. Avant d'adopter une ligne de conduite, il faut en peser le pour et le contre, mais une fois la décision prise, il ne faut pas en changer sans raison majeure.

Si le type de contrat actuellement en vigueur offre des inconvénients, on peut, au surplus, rechercher d'autres modalités, éventuellement plus avantageuses pour l'État, tout en permettant aux écoles civiles de subsister.

La Commission a posé à M. le Ministre de la Défense Nationale la question suivante :

QUESTION.

Quel est, en dehors des sommes reprises sous l'article 23, le montant des dépenses de toute nature occasionnées par l'entretien et le fonctionnement des écoles militaires d'aéronautique et qui se trouvent comprises sous d'autres rubriques du tableau annexé au budget?

Est-il permis de croire, notamment, que la résiliation des contrats passés avec les écoles civiles d'aviation et comportant une rémunération forfaitaire de la formation de pilotes par ces établissements se traduira par une économie nette de 1,800,000 francs comme semble l'indiquer le commentaire de l'article 39 du budget de 1932, rapproché de l'article 40, littéra *e* du budget de 1931? Cette économie de 1,800,000 francs (primes aux écoles civiles) ne sera-t-elle pas compensée par le coût de la formation des élèves-pilotes dans les écoles militaires d'aviation? Prière d'indiquer les éléments de comparaison entre les prix de revient de la formation d'un élève-pilote suivant les deux procédés.

RÉPONSE.

Le fonctionnement de l'Ecole militaire d'aviation de Wevelghem provoque des dépenses inscrites à plusieurs autres articles, mais ces dépenses doivent être faites en tout cas, puisque l'Ecole d'aviation doit achever la formation des pilotes venant des écoles civiles et assurer la réentraînement des pilotes momentanément insuffisants.

Pour 1932, nos prévisions permettaient bien de faire une économie de 1,800,000 francs parce que nous ne comptons pas accepter de nouveaux pilotes dans le courant de cette année.

A titre de renseignement, voici comment s'établirait le prix de revient de la formation des jeunes pilotes à l'Ecole militaire en admettant le nombre de 75 pilotes à former, chiffre prévu par les anciens contrats :

Nombre d'heures de vol par élève : 25 heures;

Coût de l'heure de vol : essence, fr. 82-50; huile, fr. 18-65;

Moniteur : appointement : 30,000 francs, moyenne 500 heures de vol, soit 60 francs l'heure;

Amortissement du matériel : 195 francs (l'heure);

Total : fr. 356-15.

Soit pour 75 élèves pendant 25 heures : fr. $356-15 \times 75 \times 25 = 667,781$ francs.

Le chapitre VII traite des dépenses d'armement, de charroi et de harnachement. Les crédits demandés de ce chef s'élèvent à 114,047,000 francs, en diminution de 13,725,400 francs.

A l'article 31, notamment (approvisionnements de toutes natures et frais généraux des établissements des services techniques et parcs d'artillerie), les économies faites proviennent, en partie, « 1^o du fait que des approvisionnements consommés ne seront reconstitués que partiellement; 2^o de la réduction..... des frais d'entretien des bâtiments, d'installations électriques et ferroviaires, de certaines allocations en munitions pour les exercices d'instruction ». Il paraît inutile d'insister sur ce qu'ont de fâcheux des réductions de crédits de cette nature. Il est essentiel que les cadres et la troupe disposent du nombre de munitions nécessaire pour assurer leur instruction dans de pleines conditions d'efficacité.

Répondant à une question de la Commission, le département de la Défense Nationale a donné, par fusil et par pièce, le nombre de munitions tirées annuellement aux fins d'instruction, en ajoutant que ces chiffres n'ont subi aucune réduction. Les renseignements dont il s'agit, comme tous autres éléments des réponses reçues par la Commission et qui n'ont pu, faute de place, être insérés dans le rapport sont à la disposition des membres qui désireraient en prendre connaissance.

La commande de 6,000 fusils mitrailleurs destinés au renouvellement de cette partie de l'armement est entièrement livrée. La nouvelle arme donne toute satisfaction, notamment au point de vue de sa précision, de la facilité de son maniement et de sa légèreté. Des renseignements donnés à la Commission, il résulte que le département de la Défense Nationale estime avoir également satisfaction en ce qui concerne la résistance du fusil mitrailleur aux épreuves auxquelles il a été soumis.

Depuis plusieurs années, le département de la Défense Nationale retarde l'acquisition de chars de combat. En fait d'engins de cette nature, l'armée ne possède que quelques appareils complètement démodés qui peuvent tout au plus servir à l'instruction de la troupe. La raison alléguée pour le maintien de cet état de choses est que l'on n'a pu, jusqu'à présent, trouver un modèle de char donnant pleinement satisfaction. Il ne faut pourtant pas que cette situation se prolonge indéfiniment. Ceux qui ont la pratique du combat savent que l'insuffisance du matériel, notamment en artillerie portée, liant de près, en tout terrain, son action à celle de l'infanterie, se traduit par des pertes cruelles en vies humaines. Sans vouloir hâter outre mesure les réalisations, votre Commission insiste sur la lourde responsabilité que portent en ce domaine les autorités compétentes.

La Commission a posé à M. le Ministre de la Défense Nationale la question suivante :

QUESTION.

« Le département de la Défense Nationale ne prévoit-il pas encore l'acquisition de chars de combat? »

» Le matériel dont l'armée dispose actuellement est-il suffisant pour assurer l'instruction sérieuse et efficace des miliciens qui sont versés annuellement dans les unités de chars de combat? »

RÉPONSE.

En raison de nombreux autres besoins plus urgents qui restent à satisfaire et pour la satisfaction desquels les crédits alloués ou sollicités sont insuffisants,

le département de la Défense nationale n'envisage pas actuellement l'achat de chars de combat.

Nous disposons de 49 chars Renault, qui servent à l'instruction des troupes; ce matériel devient vieux et nécessite des frais d'entretien de plus en plus élevés; une étude est précisément en cours à l'effet d'examiner si ces frais ne sont pas trop élevés eu égard au profit que peuvent tirer les miliciens des chars de combat de l'utilisation d'un matériel démodé.

En résumé, notre matériel de chars est devenu trop vieux, même comme matériel d'instruction. On songe à le supprimer. On ne parle pas de le remplacer...

* * *

Le chapitre VIII groupe, sous le nom de « services techniques du génie » des choses trop dissemblables par leur destination : les bâtiments militaires, l'entretien des fortifications, les pontonniers, les troupes de transmission, les parcs.

Le total des crédits demandés est de 30,604,600 francs, en diminution de 3,213,900 francs.

* * *

Le chapitre IX traite des crédits relatifs à l'aéronautique. Il ne s'agit ici que de dépenses ordinaires de personnel, d'entretien et de renouvellement. Elles se montent à 50,072,800 francs, en diminution de 13,667,200 francs.

Citons spécialement le poste : « Achat de matériel aéronautique de renouvellement périodique », qui s'élève à 21,000,000 de francs, contre 32,610,000 francs en 1930 et 34,000,000 de francs en 1931. Soit une différence de plus d'un quart sur une dépense qui n'a pour but que de maintenir le matériel à la hauteur des nécessités organiques actuelles par le remplacement des appareils usés ou déclassés.

* * *

Le chapitre X — nourriture, fourrages et autres prestations — prévoit 125,632,400 francs de dépenses, en diminution de 43,125,200 francs, par suite, notamment, de la baisse du prix de nombreuses matières.

Il n'y a lieu à aucun commentaire au sujet :

Du chapitre XI — transports et déplacements — soit 15,275,000 francs, en augmentation de 2,725,000 francs;

Du chapitre XII — pensions et secours — soit 6,552,000 francs, en augmentation de 22,000 francs;

Et du chapitre XIII — divers et imprévus — soit 910,720 francs, en diminution de 410,000 francs.

* * *

La section des dépenses exceptionnelles porte un ensemble de demandes de crédits qui se monte à 63,356,304 francs, en diminution de 100,891,460 francs.

Ces chiffres accusent des coupes sombres dans des projets qui n'avaient pourtant rien de très ambitieux, ni de très nouveau car il s'agissait, en règle générale, de la réalisation d'anciens programmes, plus d'une fois retardée par des crises budgétaires et timidement repris dans les années prospères.

Ne citons que trois exemples qui suffiront à démontrer combien a été malheureuse l'inspiration de ces réductions. Le Gouvernement a renoncé à la demande d'un crédit de 5,950,000 francs pour la défense terrestre antiaéronef, à un pauvre crédit de 800,000 francs pour la continuation d'études et l'acquisition de prototypes en vue de la motorisation de l'artillerie et, enfin, à 30,000,000 de francs d'abord prévus pour le complément du matériel aéronautique, suivant des nécessités reconnues depuis 1920.

La majorité de la Commission croit devoir signaler la gravité de pareilles mesures, qui tendent à retarder indéfiniment la modernisation des procédés de combat et de défense de notre armée et à l'exposer, lorsque viendra l'heure du danger, à combattre, comme cela s'est déjà vu, à armes inégales contre un ennemi bien pourvu de tous les moyens d'attaque et de protection et auquel, en dépit des pires difficultés budgétaires, rien n'aura été refusé (1).

* *

Votre Commission s'est informée de l'état de préparation de la mobilisation de la nation. Elle a posé au Département de la Défense Nationale la question suivante :

QUESTION.

La Commission désirerait avoir un aperçu succinct des mesures pratiques qui ont été réellement prises en vue de la mobilisation de la Nation, abstraction faite de toutes considérations d'ordre général, d'études et de travaux théoriques préalables aux mesures d'exécution.

RÉPONSE.

I. — Le Ministère de la Défense Nationale n'est responsable que de la mobilisation de l'armée. Les onze ministères civils ont créé chacun dans leur sein un « Service de mobilisation » qui fonctionne sous leur responsabilité et qui a la charge de créer les « Dossiers de Mobilisation » de tous les services de l'Administration centrale et de leurs services extérieurs et de préparer toutes les mesures d'exécution à prendre en cas d'hostilités pour assurer la vie du pays malgré l'état de guerre et satisfaire aux besoins vitaux de la population.

(1) Postérieurement au dépôt du présent rapport, la presse a fait mention d'achats récents de matériel aéronautique. Il s'agit, bien entendu, de contrats passés au cours du dernier exercice et dont le prix est à imputer sur le budget de 1931.

Voici, à cet égard, quelques renseignements donnés par le département de la Défense Nationale :

Les dernières commandes importantes passées dans le domaine matériel aéronautique sont les suivantes :

30 avions Fairey Firefly monoplaces de chasse, valant 17,323,290 francs imputés sur l'article 77 du Budget ordinaire de 1931 (dépenses exceptionnelles).

31 avions Fairey Fox (biplaces de reconnaissance) :

25 d'entre eux représentent 15,119,525 francs imputés sur l'article 40 du Budget ordinaire 1931.

6 d'entre eux représentent 3,628,686 francs imputés sur l'article 77 du Budget ordinaire de 1931 (dépenses exceptionnelles).

11 moteurs Rolls-Royce de rechange pour les dits avions. Valeur 2,920,775 francs imputée sur l'article 40 du Budget ordinaire de 1931.

15 avions d'entraînement Morane-Saulnier.

12 d'entre eux représentent une valeur de 2,168,823 francs imputée sur l'article 40 du Budget ordinaire 1931.

3 d'entre eux représentent une valeur de 472,007 francs imputée sur l'article 78 du Budget ordinaire de 1931 (dépenses exceptionnelles).

Le choix des Fairey Fox se justifie parce que cet appareil coûte moins cher alors qu'il est capable de performances égales à celles de son meilleur concurrent.

Comme la Défense Nationale avait déjà une commande en cours portant sur 12 appareils semblables, on tendra en ce faisant à l'homogénéité du matériel; ajoutons que 60 p. c. de la main-d'œuvre doit être belge.

Le Ministère de la Défense Nationale est responsable uniquement de l'activité de la « Commission permanente de la mobilisation de la Nation », organisme interministériel d'études fournissant au Premier Ministre les projets de mesures à prendre dans le domaine civil et coordonnant leurs travaux.

Cette Commission se réunit toutes les semaines et a fourni au Premier Ministre, cette année, les travaux suivants

Instruction générale concernant la protection des populations civiles contre les attaques aériennes;

Mesures de sauvegarde à prendre dans les parties du pays exposées aux atteintes de l'ennemi;

Définition des pouvoirs du Roi et du Premier Ministre en cas de guerre, etc...

Plusieurs ministères ont terminé leur Journal de mobilisation et se préparent à les diffuser parmi les exécutants

Un grand nombre de questions de principe débattues en séances permettent à tous les services de mobilisation des ministères civils de mettre définitivement au point les instructions à donner à tout leur personnel. Il ne semble pas que ce soit cet aspect de la mobilisation de la Nation qui préoccupe la Commission de la Défense Nationale du Sénat. S'il en était cependant ainsi, la Commission pourrait obtenir satisfaction en s'adressant à chacun des Ministères civils responsables de leur mobilisation.

II. — En ce qui concerne plus particulièrement l'armée, la mobilisation comporte plusieurs aspects à examiner séparément :

1^o La mobilisation proprement dite des troupes comportant le rappel des réservistes, leur équipement, la formation des unités générales, leur concentration à la frontière. Toutes ces opérations sont prévues jusque dans le détail, vérifiées et modifiées chaque année. Toutes les mesures pratiques sont prises et contrôlées;

2^o La tenue à hauteur de tous les magasins, arsenaux, dépôts de munitions, etc..., afin d'assurer l'équipement complet, dans tous les domaines, des troupes mobilisées et assurer leurs moyens d'action pendant les premières semaines de la campagne. La Commission du Sénat ne peut ignorer que faute de crédits cette partie de la mobilisation de l'armée n'est pas achevée (1);

3^o La mobilisation industrielle en vue d'alimenter les troupes combattantes après les premières semaines de campagne au cours duquel les moyens d'actions prévus dès le temps de paix auront été utilisés. Il semble que ce soit cette partie de la mobilisation de la Nation qui intéresse particulièrement la Commission du Sénat et qui mérite de retenir son attention.

III. — Dans le domaine de la mobilisation industrielle, pour satisfaire aux besoins de l'armée, le programme d'action a été nettement fixé par l'État-Major Général qui a défini les *besoins mensuels* de l'armée pendant la campagne.

Ces besoins seront assurés par la Direction des ravitaillements et évacuations de l'intérieur sous les ordres directs du Ministre. Cette direction comprendra

(1) Après la réception de cette réponse, la question suivante a été adressée à M. le Ministre de la Défense Nationale :

« 1^o Pour autant que ce renseignement n'ait pas un caractère secret, quelle est la nature et quelles sont les quantités des approvisionnements encore nécessaires? »

» 2^o Quel est le montant des crédits qu'exigerait la mise de ces approvisionnements à la hauteur des besoins? »

» 3^o Quand ces crédits ont-ils été demandés et, éventuellement, refusés? »

huit services militaires existant dès le temps de paix pour les besoins courants des ravitaillements de l'armée en vue de satisfaire aux nécessités de l'instruction et à la mise à hauteur des magasins et arsenaux.

Les services, chacun en ce qui le concerne, préparent, en plus de la mobilisation, des moyens indispensables à la réalisation du programme de l'État-Major Général concernant les besoins mensuels à satisfaire.

Voici pour chacun d'eux, abstraction faite de toutes considérations d'ordre général d'études et de travaux théoriques préalables, les mesures pratiques prises en vue du but ainsi défini :

Service technique du génie.

Établissement de contrats de commandes de mobilisation à des usines (une cinquantaine) pour la fourniture de ciments, piquets, sables, plaquettes, câbles, etc. Établissement pour chaque commande du dossier de mobilisation du réceptionnaire de l'administration.

Relevé pour chaque commande des besoins en matières premières, en personnel, en force motrice, etc. pour assurer le fonctionnement de l'usine.

Chacun des représentants des usines reprises plus haut a été reçu au Service de la Mobilisation de la nation qui lui a donné les instructions nécessaires à la mobilisation de son établissement.

Service vétérinaire et de remonte.

Plan de mobilisation des achats de chevaux à l'étranger. Réglementation des transports de chevaux par voie maritime. Détermination nominative des commissions d'achat fonctionnant à l'étranger.

Service de l'intendance et des approvisionnements de l'armée.

Organisation de la base.

Utilisation des meuneries civiles nécessaires à l'armée.

Utilisation des boulangeries civiles nécessaires à l'armée.

Utilisation des presses à fourrages civiles nécessaires à l'armée.

Utilisation des installations frigorifiques civiles nécessaires à l'armée.

Utilisation des biscuiteries civiles nécessaires à l'armée.

Relevé des stocks à acheter ou à réquisitionner.

Les intendants dirigeant les services de manutention ont terminé les mesures à prendre pour faire les réquisitions prévues dans leur zone.

Fonctionnement et extension des usines militaires de chaussures, de vêtements et de réparations.

Service de protection contre les gaz.

Des contrats ont été passés depuis le début de 1931 prévoyant la fourniture lors des premières livraisons partielles de mémoires descriptifs donnant les plans, renseignements et indications permettant la mise en fabrication immédiate par des ateliers non spécialisés des matériels faisant l'objet des contrats.

Au moment des dernières livraisons partielles, les adjudicataires remettent au service les outils, moules, etc. créés pour la réalisation des fabricats.

Le recensement des produits de la grande industrie ont été faits et les possi-

bilités des usines belges suffisent largement aux besoins dans toutes les éventualités.

Service médical et pharmaceutique de l'armée.

Contrats d'achat d'instruments chirurgicaux, de produits pharmaceutiques.
Préparation de réquisitions du matériel hospitalier.

Service de l'armement et des munitions.

Pour la fabrication des munitions, il a été passé des contrats de fournitures de douilles comportant l'installation d'une douillerie à Bruges et contrats de fournitures de cartouches comportant l'installation d'une cartoucherie à Bruges.

La Fonderie royale de canons a passé des contrats de fournitures de mobilisation comportant l'installation d'usines d'obus à Hoboken et Monceau-sur-Sambre.

Des contrats en cours permettent l'entretien de l'outillage et l'instruction du personnel d'usines chargé de la fabrication d'obus en fonte aciérée.

L'outillage en vue de l'intensification de la fabrication des projectiles avec le concours de l'industrie privée comporte actuellement :

Deux installations de presses;

De l'outillage de fonderie d'obus (châssis, plaques modèles, boîtes à noyau, lanternes pour obus);

Des machines à meuler.

Des contrats en cours permettent de dresser, moyennant indemnité, le plan de mobilisation de certaines usines en vue de la fabrication des obus. Le dossier de mobilisation de la Fonderie royale de canons comporte en plus son transfert dans la base.

« L'Arsenal de construction », qui continue à fonctionner sur place, a son dossier de mobilisation terminé y compris les marchés différés concernant la fourniture des matières premières nécessaires à l'activité de l'Établissement.

La « Manufacture d'Armes de l'État » a organisé jusque dans le détail son transfert dans la zone de la base, une partie de ce transfert sera exécutée en temps de paix, dès que le permettront les moyens financiers.

Service du Charroi automobile et des carburants.

1^o Charroi automobile :

a) Visite et recensement des établissements susceptibles d'assurer à la mobilisation l'équipement du charroi spécial nécessaire à l'armée, spécialement :

Pour le montage des carrosseries entreposées : 7 établissements;

Pour la construction et le montage de carrosseries : 3 établissements;

Pour la fourniture de crochets de traction : 2 établissements.

b) Visite et recensement des usines devant collaborer à la revision générale du charroi automobile en service en temps de guerre; participer à la construction du charroi et à la fabrication des éléments : 9 établissements;

c) Visite des établissements devant servir pour l'installation en temps de guerre du magasin d'approvisionnement du charroi automobile : 5 établissements.

2° Carburants :

- a) Mise en vigueur de l'arrêté royal du 17 octobre 1924, n° 19137, relatif à l'importation en gros du pétrole brut, de ses dérivés et résidus;
- b) Visite de toutes les installations de magasinage et de vente d'essence et de produits dérivés du pétrole;
- c) Visite des installations de distillation d'essence : 3 établissements;
- d) Visite des installations de production de raffinage d'huile : 2 établissements.

Service de l'Aéronautique :

Contrats de réquisition et d'achat concernant tous les besoins de l'aéronautique.

IV. — Indépendamment des travaux de mobilisation faits en faveur uniquement des besoins militaires ou uniquement des besoins des services civils, il y a des travaux de mobilisation qui intéressent directement la totalité du Pays.

Le Président de la Commission permanente de la Mobilisation de la Nation et son secrétariat, d'accord avec les services civils intéressés, créent des commissions d'exécution chargées de créer le dossier de mobilisation de ces activités.

C'est ainsi que fonctionnent actuellement une Commission chargée de la mobilisation du charbon sous la haute direction de la Fédération des Charbonnages, une Commission en vue de mobiliser le courant électrique nécessaire au fonctionnement des usines mobilisées et des besoins de la population civile, sous la haute direction du Groupe des Unions des Centrales électriques.

Cette réponse indique qu'un effort appréciable a été fait, mais l'entreprise est vaste et complexe; elle a été commencée tard; il reste un immense travail d'organisation à accomplir.

Il est à souhaiter qu'il soit poursuivi sans relâche, dans une collaboration plus étroite que par le passé entre l'armée et l'industrie privée et vise à une utilisation raisonnée des compétences, dans la distribution du rôle de chacun en vue de la défense du pays.

Le Rapporteur,
H. PIERLOT.

* * *

Par 8 voix contre 4, la Commission propose au Sénat l'adoption du budget. Le rapport a été adopté par 8 voix contre 3 et 1 abstention.

Le Secrétaire,
F. DEMETS.

Le Président,
J. LEKEU.

(ANNEXE AU N° 40.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 22 DÉCEMBRE 1931.

Rapport de la Commission de la Défense Nationale chargée de l'examen du projet de loi contenant le Budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1932.**Réponses aux Questions, parvenues après le dépôt du Rapport.**

QUESTION (Voir p. 10 du rapport).

Quelle est la composition du personnel militaire occupé à l'administration centrale?

La Commission désirerait connaître le montant des traitements ou soldes de ce personnel militaire.

Dans l'augmentation du personnel civil dont il est fait mention au dernier alinéa de la note justificative, quelle est la proportion d'anciens volontaires de carrière? Éventuellement, quelles sont les raisons qui s'opposent à ce que la totalité de ce recrutement ait lieu dans la catégorie considérée?

RÉPONSE.

Composition du personnel militaire de l'Administration centrale :

7 lieutenants généraux (dont le chef d'État-Major général de l'Armée et les inspecteurs généraux); 6 généraux-majors (dont le chef de Cabinet et le sous-chef de l'État-Major général de l'Armée); 12 colonels; 7 lieutenants-colonels; 43 majors; 102 capitaines; 9 lieutenants; 222 sous-officiers; 87 soldats rengagés.

* *

Le montant des traitements ou soldes de ce personnel est de 17,000,000 de francs approximativement.

* *

a) Parmi le personnel visé dans la note justificative, figurent tout d'abord dix-huit emplois de classeurs ou expéditionnaires ou de messenger-huissier, réservés, en vertu d'une décision gouvernementale, à d'anciens employés temporaires mutilés ou invalides de guerre.

L'attribution des autres emplois (rédacteur et commis aux écritures) a lieu à la suite de concours, conformément au règlement organique du personnel civil. Les épreuves portent sur les connaissances figurant au programme de l'enseignement moyen du degré supérieur ou inférieur, selon qu'il s'agit de recruter des rédacteurs ou des commis aux écritures.

Les concours sont annoncés spécialement au personnel de l'armée.

Très peu de volontaires se sont présentés à ceux qui ont eu lieu en 1930 et en 1931.

La proposition des volontaires ou anciens volontaires reconnus admissibles est de 4 p. c.;

b) L'article 11 de la loi du 3 août 1919, modifiée par la loi du 21 juillet 1924, interdit aux administrations de l'État de procéder à une nomination sans avoir fait un appel public aux candidats. Le règlement précité prescrit, d'autre part, que les emplois de rédacteur et de commis aux écritures sont mis au concours, dans les conditions susindiquées.

Néanmoins et sans préjudice aux avantages que la loi du 3 août 1919 accorde aux mutilés, invalides, combattants, orphelins de guerre, etc., en vue de faciliter leur admission aux emplois, rien ne s'oppose à ce que les volontaires ou anciens volontaires de carrière soient préférés à tous autres candidats.

Ce privilège se révélerait cependant inopérant dans la pratique. En effet, la réglementation relative aux barèmes des traitements, commune à tous les départements ministériels, accorde la même rémunération initiale à tous les candidats admis à une même fonction : 12,000 francs pour les rédacteurs, 10,000 francs pour les commis aux écritures.

Cette rétribution ne présente pas un attrait suffisant pour les volontaires de carrière appointés.

D'autre part, les emplois de rédacteur et de commis d'ordre ne sont conférés qu'à titre précaire; ils ne peuvent devenir définitifs que dans la limite des cadres.

* *

QUESTION (Voir p. 13 du rapport).

La Commission relève que l'augmentation, à concurrence de 2,051 unités, des soldats appointés entraîne une augmentation de dépenses de 19,176,850 francs. Elle désirerait avoir des indications circonstanciées justifiant l'accroissement de cette catégorie d'effectifs et connaître les fonctions auxquelles sont affectés les soldats dont il s'agit (en ce qui concerne ce dernier point, se borner à un aperçu d'ensemble, en évitant toute complication et travaux de recherche prolongés).

Quels sont les effectifs organiquement prévus :

- 1^o En officiers du grade correspondant aux fonctions de chefs de peloton?
- 2^o En sergents et maréchaux des logis?

Quel est le nombre d'officiers qui sont à l'effectif pour l'exercice des fonctions visées au 1^o ci-dessus, en ce compris les capitaines issus de la guerre exerçant des fonctions inférieures à celles de leur grade?

Éventuellement, quelles sont les dispositions qui sont ou seront prises pour remédier au manquant?

Y a-t-il amélioration, par rapport à la situation constatée les années précédentes, en ce qui concerne les déchets résultant d'incapacité au service survenue entre la comparution des miliciens devant le bureau de recrutement et la fin du troisième mois de leur appel sous les armes? (Voir, à cet égard, les deux derniers rapports au Sénat sur le budget de la Défense Nationale.)

La Commission désirerait avoir des explications détaillées sur ce point, connaître les mesures prises pour remédier aux inconvénients constatés et les effets qu'elles ont produits.

Quel est le nombre des officiers de réserve des différents grades ayant effectué volontairement une période de rappel en 1931?

RÉPONSE.

Le nombre de soldats rengagés n'a pas été augmenté organiquement.

Le recrutement, pour compléter les effectifs jusqu'à concurrence des chiffres organiques, a dépassé les prévisions, par suite de la crise mondiale et du chômage.

Les militaires recrutés occupent les emplois prévus et qui étaient jusqu'à présent dépourvus de titulaires militaires de carrière.

* * *

Il est prévu organiquement :

1^o 1,594 officiers du grade correspondant aux fonctions de chef de peloton (lieutenants et sous-lieutenants). Ce nombre fait abstraction des services.

2^o 3,670 sergents ou maréchaux des logis.

Il existe à l'effectif 1,276 officiers pour l'exercice des fonctions visées au 1^o ci-dessus, y compris les capitaines chefs de peloton.

Il y a donc un déficit de 318 unités; il y a cependant lieu de remarquer qu'il existe actuellement 91 sous-lieutenants élèves à l'école d'application de l'artillerie et du génie, qui viendront diminuer d'autant le déficit dans un avenir rapproché.

Cette situation montre une amélioration considérable par rapport à celle d'il y a une et plusieurs années. Cette amélioration résulte de la situation économique actuelle et aussi des effets heureux qu'à eue la loi du 14 juillet 1930.

Le Département de la Défense Nationale a la quasi certitude que le déficit ne tardera pas à être comblé.

Les promotions de l'École militaire sont actuellement très fortes (40 à 50 admissions dans chaque section).

Le nombre de candidats à l'École militaire et aux examens de la sous-lieutenance est actuellement très considérable.

Il s'est présenté 301 candidats à l'École militaire en 1931 pour 90 places.

Il s'est présenté 450 candidats aux examens préparatoires à l'examen A en janvier 1932. Parmi eux 73 candidats, du fait d'études antérieures, sont astreints seulement à l'examen des langues (français-flamand).

Le nombre de candidats volontaires est un sûr garant de ce que le recrutement des officiers manquants sera assuré dans les meilleures conditions.

* * *

Ci-joint un tableau des déchets subis par les dernières classes de milice lors de leur entrée au service et au cours de leur service actif.

Déchets d'incorporation.

Classes.	Nombre de miliciens entrés sous les armes.	Exemptés.	Ajournés.	Total.	déchets °/o des entrées.	Réformés au cours du service actif.	Déchet total °/o (ex. + aj. + réf.)
1927	43,825	1,494	636	2,130	4,86	1,826 (4.16 %)	3,956=9.02%
1928	42,573	1,134	829	1,963	4.61	1,216 (2.85 %)	3,179=7.47%
1929	43,920	927	783	1,710	3.89	1,372 (3.12 %)	3,082=7.01%
1930	43,355	909	744	1,653	3.81	—	—

Ce tableau montre que depuis 1927 les déchets d'incorporation sont en régression lente mais constante.

Il pourra être répondu avec plus de précision à la question lorsque des renseignements statistiques plus complets seront parvenus, qui permettront de connaître les nombres d'hommes déclarés inaptes à la fin du troisième mois de service actif, la nature des affections ayant motivé l'inaptitude et les régiments auxquels ils étaient affectés.

Il est à prévoir que les déchets actuels survenus peu de temps après l'entrée au service actif seront en décroissance, des instructions ayant été données au commandant du Service de Santé des circonscriptions militaires pour que des officiers supérieurs du Service de Santé soient désignés chaque fois que la chose est possible pour assister aux séances des bureaux de recrutement.

Le seul moyen pratique de contrôler les opérations médicales aux bureaux de recrutement, tant pour dépister les fraudes que pour veiller à ce que les examens d'aptitude soient complets et minutieux, était de désigner un délégué du Service de Santé pour assister aux visites médicales des miliciens ou bien de réexaminer ceux-ci après leur passage devant les médecins du bureau de recrutement. Mais le premier moyen n'est pas légal, la visite médicale doit se faire à huit clos en la seule présence des médecins du bureau de recrutement, le deuxième moyen est de nature à donner lieu à de nombreuses protestations de la part de miliciens qui ne sont pas tenus de se soumettre à une nouvelle visite médicale, sauf en cas d'appel devant le Conseil de revision.

* * *

Ci-dessous le nombre des officiers de réserve ayant effectué volontairement un rappel en 1931 :

Colonels 7; lieutenants-colonels 6; majors 12; capitaines 100; lieutenants 509; sous-lieutenants 160.

Dans les rappels volontaires, nous comprenons ceux effectués en vue de l'avancement.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 22 DECEMBER 1931

Verslag uit naam van de Commissie van Landsverdediging voor het Wetsontwerp houdende de Begroting van het Ministerie van Landsverdediging voor het dienstjaar 1932.

(Zie de n^{rs} 5-XIV en 18 van den Senaat.)

Aanwezig: De heeren LEKEU, voorzitter; burggraaf BERRYER, CALONNE, baron CASIER, graaf DE BROUCHOVEN DE BERGEYCK, DEMETS, baron DE MÉVIUS, DEWAELE, burggraaf DU BUS DE WARNAFFE, HOUBEN, WAUCQUEZ en PIERLOT, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN

In haar verslag van het vorig jaar, overtuigd als zij was aldus de tolk te zijn van geheel de Vergadering, bevestigde uw Commissie de noodzakelijkheid voor België zijn verdediging te verzekeren, doch daarbij ook zijn vurige en eerlijke medewerking te verleen en aan de pogingen die de apostelen van den vrede in het werk stellen onder de leiding van den Statenbond.

In die houding ligt geen tegenstrijdigheid. Wij moeten onze hoop zeer hoog stellen. Doch het is ons niet toegelaten ze voor zekerheid te nemen en vooral niet op haar vervulling vooruit te loopen.

De veiligheid van het land moet onze voortdurende bezorgdheid zijn en, om ze te verzekeren, moeten wij niet aarzelen aan de bevolking de noodige opofferingen te vragen. Zij herinnert zich nog te duidelijk de harde ondervinding van 1914 om ze te weigeren.

*
* *

De economische crisis en de vermindering der begrootingsinkomsten die zij veroorzaakt, hebben de Regeering verplicht op alle reeksen van uitgaven besnoeiingen te doen. Het is onmisbaar dat deze bezuinigingen zoowel op de militaire uitgaven als op de overige slaan. Evenwel is er op dit gebied, wellicht meer dan op enig ander, een juiste maat te behouden. Indien men meer dan ooit een onverzoenlijke jacht moet maken op alle verspillingen, op alle noodeloze uitgaven, indien men moet berusten in de vertraagde uitvoering van sommige programma's over de verbetering van onze verdedigingsinrichting, toch moet men er zich voor hoeden dezer doelmatigheid te doen gevaar loopen.

Alleen de Regeering bezit in dit opzicht al de onmisbare inlichtingen om te bepalen in hoeverre het begrotingsevenwicht moet verkregen worden door vermindering van de militaire kredieten. Zij draagt de verantwoordelijkheid

der voorstellen die zij aan de Kamers doet. Deze kunnen er niet aan denken inbreuk te maken op haar prerogatieven. Bovendien heeft de meerderheid van de Commissie vertrouwen in de wijze waarop de Regeering gepoogd heeft de financieele noodwendigheden overeen te brengen met de zorg van de landsverdediging. Dit vertrouwen sluit de waakzaamheid niet uit bij de uitoefening van het recht en van den plicht van controle van het Parlement.

Begaan met deze bezorgdheden, heeft uw Commissie, dit jaar, de begrooting van Landsverdediging bijzonder aandachtig onderzocht.

* * *

Vooreerst blijft zij de kredieten betreffende onze verdediging, welke op de buitengewone begrootingen ingeschreven staan, niet beschouwen als daaraan vreemd zijnde. Zij meent dat met de buitengewone kredieten, aangevraagd voor de voorwerpen waarover zij onderscheidenlijk bevoegd zijn, te beschouwen als behorende tot hun normaal arbeidsveld, de Commissiën van den Senaat in de practijk een door velen van ons gewenschte hervorming voorbereiden en bespoedigen. Met het onderscheid tusschen de gewone en buitengewone begrooting zorgvuldig te handhaven en er over te waken onder deze laatste benaming slechts uitgaven voor eerste inrichting en zooveel mogelijk productieve uitgaven in te schrijven, schijnt het wenschelijk de buitengewone begrooting niet meer te beschouwen wat betreft de inrichting der parlementaire werkzaamheden, als afgescheiden van die der onderscheiden ministeriële departementen, doch elk harer hoofdstukken bij de begrooting van het betrokken departement te voegen.

Niet dat dit jaar uw Commissie op de buitengewone begrooting artikelen vindt die bijzonder haar aandacht vergen. Zij heeft eerder te wijzen op de afwezigheid van sommige kredietaanvragen. De Regeering vraagt niets aan de Kamers voor de versterkingen, als wanneer verleden jaar, zooals de Senaat het zich zal herinneren, een krediet van 210 miljoen met dit doel was gestemd geworden, met gemak het over verschillende jaren naarmate van den gang der werken uit te geven. Op dit totaal van 210 miljoen moest het grootste gedeelte, zijnde 120 miljoen, dienen tot de herstelling en de moderniseering der forten van Luik en van Namen, met uitsluiting van de meeste werken gelegen op den linkeroever van de waterlijn door Samber en Maas gevormd. Een som van 10 miljoen was bestemd aan den aankoop van het terrein der werken vóór Gent tot stand te brengen. Het overschot van het krediet, zijnde 80 miljoen, was bestemd tot het in orde brengen van de verdediging der Oostergrens. Alleen de herstellingswerken aan de forten der Maas en de bouw van werken tot hun aanvulling bestemd, zijn thans aan den gang. De Regeering heeft gemeend dat deze werken, volgens de noodzakelijkheid, eerst geboden waren en bovendien waren zij reeds ver gevorderd.

De Commissie heeft over het programma der Regeering in zake versterkingen de volgende vraag gesteld :

VRAAG

« De Commissie wenscht een uiteenzetting over de gedane uitgaven en de reeds uitgevoerde werken, onderscheidenlijk over de kredieten van het vorig jaar en over deze van de vroegere jaren met het oog op de uitvoering van het versterkingsplan.

» Welke zijn de groote lijnen van het plan waarvan de uitvoering thans wordt voortgezet en waarin verschilt het met het plan door de Commissie voor de Versterkingen aangenomen?

» Welke sommen blijven er nog uit te geven om het huidig plan te voltooien?

» In hoeverre vertragen de begrootingsinkrimpingen van dit jaar die voltooiing? »

ANTWOORD.

A. — De uitgaven gedaan op de kredieten van 1928 tot 1930 voor de verwezenlijking van het verdedigingsstelsel van het land, zijn de volgende :

Begroeting van 1928 : 21 millioen;

Begroeting van 1929 : 23 millioen;

Begroeting van 1930 : 13 millioen.

Deze kredieten hebben gediend voor den aanvang van de moderniseering en de gedeeltelijke herbewapening van sommige werken van de Stelling Luik, alsook den bouw van dekkingen ter hoogte van sommige bruggen van Luik en van inrichtingen voor overstrooming en vernieling.

Het versterkingsplan waarvan de uitvoering thans wordt overwogen omvat :

1^o *Stelling Luik.*

a) Moderniseering en gedeeltelijke herbewapening van sommige forten (aan gang zijnde werken);

b) Bouw van dekkingen voor machinegeweren in de tussenruimten van sommige forten;

c) Bouw, tusschen de lijn der vroegere forten en de stad, van een lijn dekkingen voor kanonnen klein kaliber die de toegangswegen bestrijken;

d) Bouw van dekkingen voor machinegeweren op de Maas, ten Westen van de vaart voorbij Luik en ter hoogte van sommige bruggen van Luik. (Aan gang zijnde werken);

e) Uitrusting van de telefonische verbindingen van de vesting.

2^o *Stelling Namen.*

a) Moderniseering en gedeeltelijke herbewapening van sommige forten (aan gang zijnde werken);

b) Bouw van dekkingen voor machinegeweren in de tussenruimten van sommige forten;

c) Uitrusting van de telefonische verbindingen van de vesting.

3^o *Grensstreek.*

a) Bouw van een verdedigingslijn met koepelwerken, kasematten en grachten, gelegen op ongeveer 8 kilometer vòòr de oude lijn der forten van Luik en door deze ondersteund.

Het terrein voor het fort van Eben-Emael, dat van deze lijn deel uitmaakt, is gekocht en de werken van het fort zullen eerlang beginnen.

b) Aanleg van een vooruitgeschoven lijn, gelegen naast de grens met dekkingen voor machinegeweren en kanonnen van klein kaliber. Sommige dezer dekkingen zijn gebouwd of in aanbouw in Limburg.

4^o *Verschillende werken voor vernielingen, overstromingen, enz., behorende tot het verdedigingsplan van het land.*

(Aan gang.)

5^o *Gewest Dender-Schelde-Leie.*

Aanleg van het geraamte van een bruggehoofd ten Zuiden en Zuid-Oosten van Gent door de oprichting van twee aanvullende werken tusschen de Leie en de Schelde en van twee belangrijke werken tusschen de Schelde boven en de Schelde beneden Gent.

Tot dus ver heeft het Parlement alleen een besluit genomen over den aankoop der gronden van den onderbouw dezer werken (10 millioen op de begrooting van 1931.)

B. — Het hierboven omschreven verdedigingsplan verschilt van dat vóór 18 April 1931 door de Commissie voor Versterkingen aangenomen op de volgende punten :

Met een bezuinigingsdoel en om te voorzien in het meestdringende, had de Commissie de moderniseering en de gedeeltelijke herbewapening aangeraden van de streek van Luik en van de vestigen Namen en Antwerpen; zij had ook den aanleg overwogen van een bruggehoofd ten Oosten van Gent.

De moderniseering van de streek van Luik verschilde van de ontwerpen bij voormeld 1^o opgesomd door de grootere versterking der ruimten tusschen de forten, daar waar de indringing moest voorzien worden en door den bouw van een tweede lijn dekkingen die hun vuur kruisen tusschen de forten en de stad.

Ten Noorden van Luik en om de gaping van Visé te sluiten was de bouw overwogen van het fort van Eben-Emael; nog meer ten Noorden, enkele dekkingen die de voornaamste punten van de Maasen van het verbindingskanaal bestrijken.

De wederinrichting der verdediging van Antwerpen betrof uitsluitend de werken der eerste lijn van den rechter Scheldeoever en de ruimten tusschen deze forten en redouten.

De ontwerpen betreffende Namen en Gent werden niet gewijzigd.

C. — Om de uitvoering van het huidig plan te volmaken, moet men een uitgave voorzien van ongeveer 300 millioen boven de op de begrooting van 1931 voorziene 210 millioen, waarvan dit jaar slechts ongeveer 50 millioen konden uitgegeven worden, het overige beschikbaar zijnde voor het dienstjaar 1932.

D. — De begrootingsinkrimpingen van dit jaar (dienstjaar 1932) hadden voor uitslag elk nieuw krediet voor 1932 nietig te maken. Men moet echter opmerken dat nog ongeveer 150 millioen overschieten die in 1932 kunnen betaalbaar gesteld worden.

De meeste leden van de Commissie hadden den indruk nog niet al de gewenschte verduidelijking te hebben verkregen over de bedoelingen van de Regeering in zake versterkingen, noch, in meer algemeenen regel, wat betreft haar opvatting van de verdediging van het land.

Verleden jaar hebben de versterkingsontwerpen door de Regeering voorgelegd aanleiding gegeven tot levendige besprekingen. Om er den omvang van samen te vatten en zonder om zoo te zeggen gevaar te loopen de uiteenzetting

van de betwisting al te simplistisch te beknoppen, herinneren wij dat twee stelsels werden vooruitgezet.

Volgens het eene, verdedigd door den algemeenen staf van het leger, moeten wij ons tevreden stellen met een klein leger, samengesteld uit twaalf divisies waarvan zes zg. actieve en zes reserve-divisies, die nog alleen de jonge militie-klassen bevatten, dat is, bij de infanterie, de mannen van twintig tot zeven en twintig jaar, de oudere klassen niet gewapend zijnde en alleen belast met de verdediging van het land als etapentroepen of arbeiderscompagnies, gebeurlijke opdrachten omtrent dewelke de bedoelingen van legerleiding tot dus ver niet duidelijk bepaald schijnen. Klaarblijkelijk kan dit legertje ten hoogste den linker Maasoever verdedigen, te meer daar op de twaalf divisies er zes zijn die in vreedstijd niet bestaan; men bezit er enkel de bestanddeelen van en zij moeten feitelijk bij de mobilisatie uit den grond rijzen. Men moet geen pessimist zijn om op ten minste twee of drie weken den noodigen tijd te ramen om aan deze eenheden leven en samenhang te geven en hen tot den strijd uit te rusten. Zonder de verdediging aan de grens formeel uit te sluiten, laat de noodzakelijke aanpassing van het te kiezen doel aan de beschikbare middelen voorzien dat het aldus samengestelde leger den schok zal afwachten op de Maas, gesteund, op de vroegere linie der gemoderniseerde Luikerforten, die derhalve beschouwd worden als kunnende nog diensten bewijzen als steunpunten in een strijdlinie. Komt de vijand met overwegende krachten op, dan trekt het leger zich terug op een benaderende linie Antwerpen-Namen, daarna, zoo het moet, in een nationale schuilplaats beschermd door de Vlaamsche waterlinie, waarin vooraf de basissen werden overgebracht en zal het trachten stand te houden, in afwachting dat de hulp der verbondenen opdaagt. Op elk dezer achtereenvolgende linies, vindt het leger vaste, gemoderniseerde of nieuwe werken. Dat zal de reden van bestaan zijn van de forten rond Namen en Gent; dit moest ook het nut zijn van die rond Antwerpen, doch dit laatste deel van het ontwerp moest tijdens de behandeling worden opgegeven.

Dit stelsel levert voordeelen op. Het wil de vernieling onzer strijdkrachten beletten, het behoud van het Belgische leger verzekeren gedurende den geheelen veldtocht, tot aan de eindbeslissing. Deze voordeelen zijn zoowel, zoo niet meer, van politieken dan van militairen aard en zij verdienen aandacht. Dergelijk plan daarentegen stelt bij den aanvang van den oorlog het derde van het land voor den inval open en berust in een verdediging in de diepte die in zich sluit, na de opstapeling van vele puinen, het opgeven van bijna geheel de rest van het grondgebied.

Volgens het andere stelsel, heeft het leger voor bizonderste zoo niet eenige opdracht het geheele grondgebied te verdedigen. Het moet zich te weer stellen op de grens of althans even daarachter. Het moet zich aldaar tot het uiterste verdedigen, zonder aan aftocht te denken, wat er ook gebeure. Gelet op de uitgestrektheid van het front, vergt dit een talrijker leger bestaande uit achttien divisies. Dit cijfer moet worden bereikt zelfs zoo men, bij wijze van compensatie van offers, moet berusten in een nieuwe verkorting van den diensttijd. Deze laatste mogelijkheid schijnt van bijkomend belang, volgens de hier onderzochte opvatting, gelet op de zuivere defensieve rol door het leger te vervullen. De achttien divisies zullen homogeen zijn, doordat zij alle soldaten tellen van al de mobiliseerbare klassen en over het algemeen van denzelfden gemiddelden leeftijd. Onze militaire inrichting moet geheel worden omgewerkt, op voorbeeld van de militielegers. Dekking moet worden gezocht in de vlugge mobilisatie, vooral in die, ter plaatse, van de uitkijklinie. De stevigheid der

troepen hangt vooral af van den overvloed en de hoedanigheid der reservekaders. Gewestelijke aanwerving en behoorlijk aantal herhalingsoefeningen zullen voor cohaesie zorgen.

Hier nog zijn de voordeelen opvallend : het leger heeft het heele grondgebied achter zich; houdt het stand dan ontsnapt het land aan de overrompeling. Daarentegen waagt het op een enkele kaart het lot van het land. Wordt de linie doorbroken, dan is contactverbreking mogelijk en stort alles ineen.

Het ware ontmoedigend moest tusschen beide uiterste opvattingen geen gulden middenweg liggen. Zonder te gaan tot de verdeeling van al de actieve krachten over achttien homogene divisies, die alleen op defensieve tactiek zouden zijn aangewezen, ware het allicht mogelijk deze beide resultaten te bekomen : het vlugger optreden van zes zoogezegde reservedivisies en de samenstelling van een leger van tweede linie.

Het ware onzinning zooveel manschappen in te lijven om hen niet of althans te laat te benuttigen.

Al ons streven moet erop gericht zijn onze twaalf divisies te gelijker tijd op te stellen. Daarom moeten wij voor geen offer achteruitdeinzen dat strookt met den financieelen toestand van het land. De bevoegde overheid moet de middelen voorstellen. Met het stelsel der verdubbelde eenheden of eenvoudig der verstevigde kaders en der in vredestand door middel van herhalingsoefeningen op peil gehouden reservedivisies, is de keuze van het procédé van bijkomenden aard, mits het doelmatig zij en het doel worde bereikt zonder wel te verstaan de hoedanigheid aan het getal te offeren.

Betreffende het in leven roepen van troepen van tweede linie, scheen de Regeering, tijdens de debatten in den loop der vorige zitting, elk dergelijk ontwerp te willen van de hand wijzen op grond van de hooge kosten voor de bewapening en uitrusting der aanvullende divisies. De hieromtrent aangehaalde cijfers werden besproken. De Minister van Landsverdediging heeft het voornemen te kennen gegeven hen andermaal te doen herzien. Gewis zal de Senaat in dit werk groot belang stellen. Het moge thans volstaan erop te wijzen dat er geen sprake is de divisies der tweede linie onmiddellijk van nieuw materiëel te voorzien. Een groot deel van het noodige materiëel bestaat en zal beschikbaar worden naarmate van de vernieuwing waartoe in de reeds bestaande divisies wordt overgegaan; het is niet onmisbaar dat de bewapening der groote op te richten eenheden volledig zij bij den eersten dag der mobilisatie, vermits in elk geval men er niet aan denken mag, zonder een voorbereiding van enkele weken, troepen in het gevecht te zenden, samengesteld uit klassen die eigenlijk niet tot de oudere behooren, doch die evenwel sedert jaren elke voeling met het leger hebben verloren. Gedurende de eerste weken na de mobilisatie kan de bewapening worden aangevuld met de medewerking van de verbonden landen en het tweede leger zal, gedurende dien tijd, bijkomende opdrachten te vervullen hebben en geleidelijk vertrouwd worden gemaakt met de vorderingen op het stuk van cohaesie der troepen en van de middelen waarover zij beschikken.

Het gaat niet op dat men redenen van bezuiniging tegen deze dubbele hervorming inroepe, vooral tegen de eerste — die de benutting beoogt bij de oorlogsverklaring van onze twaalf divisies — terwijl de Regeering niet aarzelt een uitgave voor te stellen, die een totaal bedrag bereikt van ettelijke honderden millioenen frank voor de herstelling der forten; wat beslist zeer nuttig is, doch waarvan het belang niet kan worden vergeleken met dit van het bezit van een behoorlijk sterk en geoefend veldleger.

Hoe men het ook aanvatte, nooit zal het Belgische leger de noodige getalsterkte bezitten om alleen onze *geheele* grens te verdedigen. Moet men daaruit besluiten dat Luxemburg aan den vijand moet worden overgelaten? Deze oplossing gaat niet op en nooit zal de betrokken bevolking daarin toestemmen. Wil men haar de gruwelen van den inval sparen, dan moet naar middelen worden uitgezien.

Het eerste bestaat in de oprichting van bijzondere korpsen belast met de verdediging der Ardennen. Deze korpsen, ter plaatse aangeworven en gedrild, zouden een opleiding en een bewapening krijgen volgens het bergachtig en beboscht land dat zij te verdedigen hebben. Degelijke uitslagen zijn, naar de meening van ter zake deskundige militairen, te verwachten van dergelijke inrichting. Wij moeten evenwel zeggen dat de oprichting van een korps « Ardensche jagers », geen eenvoudige voldoening moet zijn aan de openbare meening geschonken, noch een middel om deze te verschalken. De gedachte van de oprichting dezer bijzondere korpsen is alleen van belang in verband met een volledig plan waarbij de verdediging van het grondgebied met het noodig aantal divisies wordt voorzien. Hunne opdracht kan enkel worden opgevat als die eener voorhoede of eener dekking met, achter haar, zooniet onmiddellijk, althans binnen een bepaalden termijn, grootere strijdkrachten om zich tegen een massa-aanval schrap te zetten. Welke zullen deze krachten zijn? In het Noorden der Ardennen kan het Belgisch leger zijn actie min of meer op zijn rechterkant uitbreiden, volgens de omstandigheden en wel, al naar het al of niet zekerheid bezit aangaande het gevaar van een aanval komende van de Limburgsche grens. Ten Zuiden is het het Fransche leger.

In dit laatste opzicht valt het op dat, in de verklaringen tijdens de debatten van het vorig jaar aan de Kamers verstrekt, de militaire overheid gemeend heeft te moeten redeneeren alsof het Fransche leger niet bestond of althans alsof zijne actie afgezonderd van die van het Belgische leger moest worden beschouwd. Uwe Commissie vreest dat onderlinge voeling met het oog op het in elkaar passen van operatieplannen minder bestendig zij tusschen de Belgische en Fransche staven. Waarom zulke toestand? Is hij te wijten aan de herinnering die het Belgische legercommando bewaard heeft van de betrekkelijke traagheid waarmede Frankrijk ons in 1914 is ter hulp gekomen? Doch was deze vertraging juist niet te wijten aan het gemis van gemeenschappelijke en vooraf overlegde plannen? Bereidt men aldus den terugkeer van dezelfde bezwaren niet voor, zoo de staven niet in voeling blijven? Of beeldt men zich in dat men ons spoediger zal ter hulp komen zoo wij ons in de nationale vesting terugtrekken en aldaar afwachten dat de Engelsche strijdkrachten, die over de geheele wereld verspreid liggen, het Europeesch operatiegebied hebben kunnen vervoegen?

Dat is geen politiek vraagstuk, noch een vraagstuk van taalinvloed, en de voorstanders van de gewestelijke politiek zijn op den verkeerden weg, zij verrichten noodlottig werk wanneer zij, in het licht van hun geschillen, een oordeel vellen over wat men ten onrechte het Fransch militaire verbond noemt. Er bestaat geen Fransch-Belgisch militair verdrag, doch een wederkeerige uiting van de bedoeling van beide landen, die aan dezelfde gevaren bloot staan, om de actie hunner strijdkrachten samen te schakelen tegen een gemeenschappelijke aanval.

Moest men de verwezenlijking van dit ontwerp, door het gezond verstand ingegeven, opgeven, wat zouden daarvan de gevolgen zijn? Welk gevaar zou een groote gaping opleveren tusschen de linie der Fransche Oosterfronten en

het Belgische leger ten Noorden van de Maas opgesteld? Moet men niet vreezen dat Frankrijk, dat zou verplicht zijn ervan af te zien in het Noorden de hand aan het Belgisch leger te reiken, op eigen grondgebied, van Longwy tot Rijsel zijn verdedigingsstellingen zou achteruit schuiven? Dan zal België, in plaats van met Frankrijk verschanst te staan achter gemeenschappelijke linies, als in 1914 zijn rol van vooruitgeschoven post spelen; daarna, terwijl het al strijdend naar het Westen zal wijken, zal op onze Zuidergrens de hoofdslag worden geleverd. Bezwaarlijk kan men een plan bedenken dat meer verwoesting op ons grondgebied zou aanrichten. Dit is een werkelijkheid die de aandacht vestigt en waarvan het gewicht de overhand moet hebben op al de vooroordeelen, op elke vooringenomenheid en zelfs op de prachtigste opvattingen door zuivere krijgskunst opgebouwd.

Bij de behandeling van de jongste begrooting vond deze bekommering een weerklank in de vragen die aan den Minister van Landsverdediging werden gesteld: Laat de tegenwoordige inrichting van het leger toe dat men als waarschijnlijk beschouwe de verdediging van het grondgebied in een zone vlak bij de grens gelegen, met inbegrip van den rechter Maasoever en het Zuid-Oosten van het land?

Zoo niet, is de Regeering voornemens aan de Kamers de middelen voor te stellen om de volledige verdediging van het grondgebied te verzekeren en welke zijn deze middelen?

Pas benoemd, was de Minister natuurlijk van meening dat deze vraagstukken door hem grondig moesten worden onderzocht en hij heeft zijn antwoord voorbehouden. Het debat dat zich over de Begrooting van Landsverdediging ontspinnen zal, zoo hoopt de Commissie, geeft aan den Senaat en aan het geheele land de gelegenheid ingelicht te worden over den uitslag van deze studie.

*
* *

De uitgaven voorzien door het Departement van Landsverdediging bedragen 1,056,942,952 frank, waarvan 993,576,648 frank gewone uitgaven en 63,366,304 frank uitzonderlijke uitgaven.

Vergeleken met de begrooting van het vorig jaar, is er een vermindering van 150,051,252 frank. Zij is hoofdzakelijk te verklaren uit de vermindering van het bedrag der wedden (aanschaffing van de 6 t. h. bijslag), uit de vermindering van den prijs van eetwaren en voeder, alsook van andere stoffen, uit de afschaffing of de verdaging van sommige eerst voorziene uitgaven en die voor doel hadden de voorraden, uitrusting en bewapening geleidelijk op peil te brengen.

Bovendien voorziet de buitengewone begrooting, voor Landsverdediging, een totaal kredieten van 18,711,000 frank tegen 306,900,000 frank op de vorige begrooting. Het verschil is vooral te wijten aan het feit dat dit jaar niets wordt gevraagd voor de vestingen, terwijl de buitengewone begrooting voor 1931 daarvoor een krediet van 300,000,000 voorzag waarvan alleen 210,000,000 frank door de Kamers werden goedgekeurd. Bovendien vermeldde de buitengewone begrooting voor 1931 onder de hoofding « niet bestendige uitgaven in verband met het herstel van oorlogsschade » verschillende kredieten voor werkingskosten van commissiën voor militaire pensioenen, voor opvorderingen en schade onder den oorlog en voor vernieling van munitie. Deze verschillende kredieten blijven behouden, behalve dat het eerste tot 1,000,000 frank wordt opgevoerd en het tweede tot 200,000 frank verminderd. Doch deze geheele paragraaf van

de buitengewone begrooting van het vorig jaar werd dit jaar overgebracht naar de gewone begrooting afdeeling der uitzonderlijke uitgaven.

Uwe Commissie vroeg zich af of er niet dient overgegaan tot een herklasseering der verschillende soorten van uitgaven. Het kwam haar voor dat de indeeling in gewone, buitengewone en uitzonderlijke uitgaven niet steeds geschiedt volgens vaste beginselen. Bovendien maken uitgaven, die juist dezelfde schijnen, het voorwerp uit van verschillende posten, hetzij in dezelfde categorie, hetzij onder verschillende groepen van hoogerbedoelde kredieten. In deze orde van gedachten, werd aan den Minister van Landsverdediging de volgende vraag gesteld :

VRAAG.

De Commissie wenschte te weten op grond van welke beginselen de indeeling is geschied van de kredieten aangevraagd op de gewone en op de buitengewone begrooting.

Als eenige inlichting behoevend, stipt de Commissie namelijk de volgende vergelijkingen aan :

a) Een krediet van 26,000,000 frank voor infanteriemunitie wordt op de gewone begrooting overgebracht (art. 31, 2^o), terwijl een bedrag van 6,686,000 frank voor materiëel en artilleriemunitie overgaat naar artikel 40 van de buitengewone begrooting;

b) Een krediet van 19,814,000 frank voorzien voor aanvulling van de artillerie, staat op de gewone begrooting ingeschreven onder artikel 65, terwijl een krediet van 6,686,000 frank met een gelijkaardige bestemming, voorkomt bij artikel 40 van de buitengewone.

Over het algemeen zijn uitgaven van denzelfden aard verdeeld over talrijke artikelen zoowel van de gewone als van de buitengewone begrooting.

Zoo vindt men een krediet van 26 millioen voor infanteriemunitie onder n^r 2 van artikel 31 der gewone uitgaven van de begrooting van landsverdediging. Andere uitgaven voor infanteriemunitie zijn voorzien bij artikel 68 van de buitengewone uitgaven van dezelfde begrooting; het geldt hier een krediet van 21,539,000 frank dat in het geheel den aankoop omvat van artillerie- en infanteriemunitie, van inrichtingen, materiëel, het alles gegroeperd onder de rubriek « Dienst van inrichtingen en technische diensten der artillerie ».

ANTWOORD.

Hier volgen de beginselen volgens welke de aangevraagde kredieten over de onderscheiden begrootingen werden verdeeld. .

Komen voor :

a) *Op de gewone begrooting (gewone uitgaven)*, de kredieten bestemd :

1^o Voor het onderhoud en de hernieuwing van het dienstmateriëel van het leger;

2^o Voor de vervanging in den voorraad van de munitie en de stoffen verbruikt voor de opleiding van het personeel;

3^o Voor het dekken der uitgaven van exploitatie der inrichtingen, technische diensten en artillerieparken;

b) *Op de gewone begrooting (buitengewone uitgaven)*, in beginsel de kredieten bestemd voor de fabrikage of den aankoop van materiëel met munitie ten einde de voor ons leger bepaalde bewapening aan te vullen;

c) *Op de buitengewone begrooting*, de kredieten bestemd voor het tot stand brengen van nieuwe inrichtingen van bestendigen aard en de samenstelling van nieuwe bewapeningen.

Zoo is het dat de kredietschijf van 26 miljoen voorzien bij artikel 31, 2^o der gewone begrooting (gewone uitgaven), in uitvoering der conventie toegestaan bij de wet van 29 April 1929, bestemd is gedeeltelijk den oorlogsvoorraad der patronen aan te vullen, daar de begrootingsinkrimpingen sedert 1926 de vervanging van de munitie voor de opleiding der troepen op voormelden voorraad afgenomen, niet hebben mogelijk gemaakt. Daarbij, het aannemen van een munitie van een nieuw type zal insgelijks de vervanging der munitie van het vroegere type meeslepen naarmate deze zal gedeclasseerd zijn.

Het krediet van 19,814,000 frank voorzien bij artikel 65 van de gewone begrooting (buitengewone uitgaven), wordt besteed aan uitgaven die in beginsel bestemd zijn voor de moderniseering van bestaand materiëel, hetzij door verbetering van onderdeelen, hetzij door aankoop van materiëel van een nieuw type dat oud materiëel vervangt (legerkorpskanonnen).

Het krediet van 21,539,000 frank voorzien bij artikel 68 van dezelfde begrooting is bestemd voor de fabrikage of den aankoop van hulzen, vuurwerk en springstoffen of volledige munitie, voor het hierboven vermeld materiëel, met inbegrip van de granaten en munitie voor infanteriemortieren, alsook de uitrusting van sommige lokalen noodig voor de werkhuizen van munitieaanmaak.

Het krediet van 6,686,000 frank voorzien bij artikel 40 der buitengewone begrooting, is meer bijzonder bestemd voor de fabrikage of den aankoop van modern materiëel van nieuw type met daarbij hoorende munitie, ten einde de uitrusting van ons leger op het peil te houden van den in de bewapening verwezenlijkten vooruitgang.

* * *

Werpen wij een oogslag op de voorziene uitgaven, beschouwd ten opzichte van hun bestemming.

De uitgaven van het Hoofdbestuur bereiken 13,435,616 frank, zijnde een verhooging van 696,246 frank. Al de posten van dit hoofdstuk zijn echter onveranderd gebleven of in vermindering, bij uitzondering van een enkele : het bedrag van de vergelding door het Departement van Landsverdediging aan het bestuur van Posterijen betaald, werd bepaald op 1,322,728 frank, in plaats van 294,660 frank het vorig jaar.

Dit totaal telt 10,902,628 frank voor wedden en loonen van het centraal bestuur, dat 368 vaste ambtenaren en agenten telt. Bij dit bedrag moeten de wedden en soldij gevoegd worden van het militair personeel gehecht aan of getetacheerd bij het centraal bestuur en die vervat zijn in de globale bedragen van hoofdstuk III. Uw Commissie heeft het belangwekkend geoordeeld de voltallige samenstelling te kennen van het personeel van het centraal bestuur, alsook de onderscheiden bezoldigingen die eraan worden toegekend.

De Commissie wijst op de hooge getalsterkte van het personeel. Zij meent een herziening van zijn bevoegdheid in overweging te geven en vraagt dat een poging zou gedaan worden om door een zekere decentralisatie te bezuinigen. Zij heeft den indruk dat het mogelijk ware de taak van het hooger bestuur te vereenvoudigen met namelijk meer zelfstandigheid te verleen aan de korps-

oversten, onder hun verantwoordelijkheid, en mits voorbehoud van recht van beroep van de onderhoorigen die meenen geschaad te zijn. Is het trouwens geen begoocheling te meenen dat een besluit des te beter genomen is als het van hooger komt en dat hij die het neemt bijgevolg veelal verder van de inlichtingsbronnen staat? Anderzijds dreigt de overdreven centralisatie de organen van overbrenging en de diensten « zonder werkvoorraad » te vermenigvuldigen. Het past de uitgaven van tijd en geld die geen rechtstreeksch nut hebben in zake landsverdediging, tot een volstiekt minimum te herleiden.

Begaan met deze bezorgdheid, heeft de Commissie aan den minister van landsverdediging de volgende vraag gesteld betreffende het gebruik van den tijd, niet alleen in het centraal bestuur, doch in al de bestuursdiensten en in de verschillende inrichtingen van het leger :

VRAAG

« Welk is de samenstelling van het militair personeel in het Centraal bestuur te werk gesteld?

» De Commissie wenscht het bedrag te kennen van de wedden en soldij van dit militair personeel.

» Welke is in de vermeerdering van het burgerlijk personeel, vermeld bij de laatste alineavan de toelichtende nota, de verhouding van oud-beroepsvrijwilligers? Welke zijn desgevallend de redenen die beletten dat de voltalligheid dezer aanwerving geschiede in de bedoelde categorie? »

Het antwoord komt later toe.

* * *

Geheel het hoofdstuk II is gewijd aan het Militair Landkaartinstituut. Men vindt onder dezen titel : de « Algemeene en technische diensten van het Landkaartinstituut », de « steendrukkerij », « de drukkerij », en « de kinematografische dienst », deze laatste trouwens weinig belangrijk. Het totaal der uitgaven van dit hoofdstuk bedraagt 8,662,705 frank, zijnde een vermindering van 639,295 frank.

In hoeverre maken de voormelde inrichtingen werkelijk deel uit van het Landkaartinstituut en welke soort werk wordt er gedaan? Hoe wordt het talrijk personeel ervan gewettigd? De Commissie heeft desaangaande de volgende vraag gesteld :

VRAAG

« Beantwoordt de titel van dit hoofdstuk aan zijn inhoud over het geheel of alleen aan littera A?

» In dit laatste geval, aan welke bestemming beantwoorden de drukkerij-werkhuizen bedoeld onder de litteras B en C?

» Welke is de samenstelling van het militair personeel gehecht aan dezelfde diensten (A, B en C)?

» De Commissie merkt op dat het burgerlijk personeel gegroepeerd onder den titel « Militair Landkaartinstituut », met uitsluiting van den

kinematografischen dienst, 277 personen telt. Zij wenscht enkele opheleringen tot staving van dit aantal, alsook van dat van het militair personeel.

De Commissie zou namelijk willen weten welke de jaarlijksche voortbrengst is van het bedoelde personeel.

Zij wenscht insgelijks het bedrag te kennen van de wedde van het militair personeel, dat de 8,500,000 frank ongeveer van de wedde van het burgerlijk personeel komt verhoogen.

ANTWOORD.

De titel beantwoordt aan het hoofdstuk in zijn geheel, 't is te zeggen aan al de wedden en loonen die moeten betaald worden aan het burgerlijk personeel aan het Militair kaartinstituut gehecht.

De rubrieken onder de letters *A, B, C, D*, zijn alleen ondertitels van littera *A*.

De getalsterkte van het personeel, nader bepaald in het begrootingsontwerp, beantwoordt aan den omvang van de opdracht van het Militair kaartinstituut.

(Zie tabel, bijlage I, die de verdeeling van het personeel per dienst weergeeft).

Deze getalsterkte is gewettigd voor de werken uit te voeren volgens de gegevens vermeld in de bijlagen II, III, IV, V, VI, VII.

Het bedrag van de wedden en vergoedingen van het militair personeel in bijlage I opgesomd, bereiken voor het jaar 1931, fr. 1,790,653.86.

Hoewel die uitgaven niet ten laste vallen van de begrooting van het Kaartinstituut, telt het bedrag van de wedden van de militairen aan de onderscheiden diensten van het Instituut gehecht, geheel mee in de bepaling van de kostende prijzen van deze diensten.

Indien de kredieten vermeld in hoofdstuk II van het begrootingsontwerp, 8,662,705 frank bedragen, dan past het op te merken dat in werkelijkheid de uitgaven ten laste van de Schatkist met 2,200,000 frank moeten verminderd worden voor overdrachten en leveringen tegen betaling. Zie nota op bladzijde 171 van het begrootingsontwerp voor 1932.

De bijlagen van dit antwoord zijn te omvangrijk om den tekst bij het verslag te voegen. Wij geven er alleen den beknopten inhoud van weer.

Uit het onderzoek ervan blijkt dat onder de hoofding « Kaartinstituut » verschillende inrichtingen zijn gegroepeerd die geenszins aan die algemeene benaming beantwoorden, namelijk drukkerijen die allerhande werk verrichten en magazijnen van kantoorbehoeften.

In deze levering treft men — benevens de werken van aardkunde en kaarten-teekening — drukwerken aan ten gebruike van het hoofdbestuur, de korps-troepen, de intendantie, enz., met wel duizend modellen en formules door tal-looze onderrichtingen voorgeschreven. Deze inrichtingen drukken ook de verschillende militaire reglementen en uitgaven. Het verkoopmagazijn levert zoowel aan het leger als aan verschillende diensten van den Staat tal van kantoorartikelen : papier, enz.

De begrooting zou aan duidelijkheid winnen met deze onderscheiden soorten van bedrijvigheid en uitgaven voor te leggen volgens een passende klasseering en onder benamingen die er den aard van aangeven.

Men kan zich ook afvragen of het niet doelmatig ware dat al de ministeriële departementen hun voorraad drukwerk en kantoorbehoeften in dezelfde inrichtingen zouden nemen en of zulks geen algemeene onkosten zou laten uitsparen. De kredieten vermeld in het besproken hoofdstuk laten het vermoeden.

* * *

Hoofdstuk III van de begrooting handelt over de wedden en soldij der officieren en troepen. De voorziene uitgaven bereiken 581,896,868 frank, zijnde een vermeerdering van 24,160,174 frank. Men vindt de omschrijving van deze vergoedingen, volgens den graad en de militaire positie van de belanghebbenden in de tabellen van blz. 174 en volgende van het document.

De wedden en soldij der onderofficieren en troepen boeken een vermeerdering van 25,962,285 frank, gedeeltelijk vergoed door verminderingen van uitgaven. Deze vermeerdering heeft twee oorzaken: vooreerst kon het aantal gegradeerden verhoogd worden volgens de grenzen van de voorgescreven organieke getalsterkte en deze versterking van de lagere kaders moet ons verheugen. Doch het grootste deel van de vermeerdering van dit deel van de kredieten is te wijten aan het aantal bezoldigde soldaten, dat stijgt tot 8,647, zijnde 2,051 meer dan het vorig jaar, hetgeen het bedrag der wedden aan deze militaire categorie toegekend doet stijgen tot 80,849,450 frank, zegge een verhooging van 19,176,850 frank.

Aan de wedden en soldij moeten verschillende vergoedingen en bijgelden toegevoegd worden omschreven achteraan de voormelde tabellen, die voor uitslag hebben de verschillende bezoldigingen van de officieren te brengen op 181,736,000 frank en deze van de lagere gegradeerden en van de troepen op 327,190,000 frank. Deze vergoedingen en bijgelden vertoonden geen groote wijziging vergeleken bij de vorige begrooting. Uw Commissie merkt evenwel op dat de zoogezegde beroepsvergoedingen (zie achteraan de 2^e tabel) stijgen van 1,200,000 frank tot 4,350,000 frank. Dit verschil ontstaat voor de helft ongeveer uit de overdracht naar artikel 10 van de beroepsvergoedingen van het luchtvaartpersoneel (kader der specialisten). Voor het overige wordt het gewettigd volgens de verantwoording door het « aanvullen van het krediet voor de beroepsvergoedingen en voor de vergoeding wegens gedane studiën », wat beteekent dat de verhooging van het krediet noodig is wegens een verhooging van de ontworpen uitgave. Dat was te denken! Het weze toegelaten deze woorden uit het besproken document aan te halen als voorbeeld van een soort verklaring omtrent dewelke de Commissie wenscht dat zij niet meer worde aangewend.

Over de punten vermeld bij artiekl 10, heeft de Commissie aan den Minister van Landsverdediging de volgende vragen gesteld, waarin de bezorgheid tot uiting komt het toezicht van den Senaat te vergemakkelijken zoowel over de uitgaven als over hun bestemming en het inzicht zich rekenschap te geven van den toestand der getalsterkte van het kader en van de troepen.

VRAAG

De Commissie stipt aan dat de vermeerdering van 2,051 bezoldigde soldaten een verhooging van uitgaven van 19,176,850 veroorzaakt. Zij wenscht omstandige gegevens tot staving van de vermeerdering van deze reeks van het effectief en de bedieningen te kennen van bedoelde soldaten (zich voor

dit laatste punt beperken tot een algemeen overzicht met vermijding van alle verwikkeling en lange opzoekingen).

Welke is de organiek voorgeschreven getalsterkte :

1^o Voor officieren met den graad die overeenkomt met de bediening van pelotonchef?

2^o Voor sergeanten en wachtmeesters?

Welk is het aantal officieren die bij de getalsterkte hooren voor de uitoefening van de bij voormeld 1^o bedoelde bediening, daarbij begrepen de kapiteins uit den oorlog die een lagere bediening dan die van hun graad bekleeden?

Desgevallend, welke zijn de schikkingen die genomen zijn of zullen worden om in het tekort te voorzien?

Is er verbetering vergeleken bij den toestand van de vorige jaren, wat betreft de ongeschikten wegens dienstonbekwaamheid voorgekomen tusschen het verschijnen van de miliciens vóór het aanwervingsbureel en het einde van de derde maand van hun oproep onder de wapens? (Zie in dit opzicht de twee laatste verslagen van den Senaat over de begrooting van landsverdediging).

De Commissie wenscht op dit gebied uitvoerige verklaringen, de maatregelen te kennen die genomen werden om de vastgestelde bezwaren te verhelpen en de verkregen uitslagen.

Welk is het aantal reserve-officieren van de verschillende graden die vrijwillig een diensthervatting in 1931 hebben vervuld?

Het antwoord is niet toegekomen.

* * *

Hoofdstuk IV van de Begrooting, « Algemeene Diensten der troepenkorpsen », bevat verscheidene uitgaven die blijkbaar over andere hoofdstukken zouden kunnen verdeeld worden. Het totaal daarvan bedraagt 1,487,750 frank, hetzij een verhooging van 530,700 frank, niettegenstaande het feit dat de oprichting van een school voor officieren van de bestuursdiensten (Koninklijke Besluiten van 10 Mei en 6 November 1930) en de gelijkstelling van de luchtvaart-school met een wapenschool (Koninklijk Besluit van 10 Februari 1931) de overbrenging hebben medegebracht naar andere artikelen van de begrooting (art. 23 en 24) van kosten voor personeel en beheer voor een totaal van 176,400 frank. De vastgestelde verhooging komt vooral voort uit een vermindering van de ontvangsten, afgetrokken van de uitgaven, tengevolge van een waardevermindering voorzien voor de opbrengst van den afval der stallen (verschil van 700,000 frank)

* * *

Hoofdstuk V betreft de uitgaven voor de militaire hospitalen en apotheken. De voorziene uitgaven bedragen 32,365,173 frank, hetzij een vermindering van 1,797,679 frank. Het verschil spruit namelijk voort, behalve uit de gewone oorzaak der weddeverlagingen, uit de prijsvermindering der waren en de verschillende inkrimpingen der begrooting voor onderhoudswerken aan de gebouwen en voor vernieuwing van ambulance-voertuigen.

* * *

Hoofdstuk VI wijst de uitgaven aan voor de onderwijsinrichtingen voor het leger, alsook voor het legermuseum. Het totaal bedraagt 12,634,006 frank, hetzij een vermindering van 15,238 frank, rekening houdende met de overbrenging van de kredieten van Algemeene Diensten der troepenkorpsen waarop wij reeds wezen

Onder de kredietverminderingen vermelden wij de afschaffing van een krediet van 1,800,000 frank, vorig jaar voorzien als forfaitaire vergoeding betaald aan de burgerlijke vliegscholen voor het vormen van kandidaten militaire leerlingen-vliegtuigbestuurders. Daar het Departement van Landsverdediging zijn overeenkomst met de burgerlijke vliegscholen niet heeft hernieuwd, meent het in den loop van het volgende dienstjaar de bedoelde bezuiniging te kunnen verwezenlijken. Het schijnt evenwel duidelijk dat hier van geen zuivere besparing sprake kan zijn, vermits het leger toch niet zonder uitgaven zijn leerlingen-vliegtuigbestuurders kan opleiden. Het valt zelf te betwijfelen of het dien uitslag bereiken kan met minder kosten dan de burgerlijke scholen.

Volgens de bepalingen van de overeenkomsten waarop wij doelden, betaalde het militaire vliegwezen aan de burgerlijke scholen 900 frank per uur vliegen voor een gebreveteerd leerling. Deze prijs werd evenwel teruggebracht op 800 frank indien deze leerling ongeschikt werd bevonden alvorens vijftien uren te hebben gevlogen. Het militaire vliegwezen waarborgde aan de burgerlijke scholen de aanwezigheid van minstens 25 leerlingen kandidaat militaire vliegbestuurders per jaar, die ieder minstens vijf en twintig uren per jaar zouden vliegen. Bovendien waarborgde het een forfaitaire vergoeding van 15,000 frank voor elken ontbrekenden leerling op het voorzien minimum. Deze scholen beschikten adus voor hun werking over een bestendig en zeker fonds dat voor hun bestaan onmisbaar was.

Voor dezen prijs moesten de scholen op eigen kosten al het materiëel leveren de vliegtuigen, de motoren, de normale wisselstukken voor het geregeld werken van de opleiding der leerlingen. Zij moesten dit materiëel onderhouden, zich verzekeren tegen het volledig gevaar van breuk der toestellen en het gevaar voor derden; de volledige instelling leveren, zooals vliegvelden, hangars, mechaniek-werkhuizen, werkhuizen voor schrijnwerk voor het plakken met linnen en het verglazen der vleugels, de proefbanken, de machine-gereedschappen en de gereedschappen; zij moesten geaggregeerde monteurs aanstellen voor het aanleeren op de vlucht, geaggregeerde leeraars voor het theoretisch onderwijs, enz

De burgerlijke scholen beweren — en dit schijnt nooit betwist — dat de prijs van 900 frank per uur vliegen in deze voorwaarden gematigd is en dat het schier onmogelijk is voor een lageren prijs leerlingen-vliegbestuurders te vormen, behalve wel te verstaan, in het leger, en voor zoover men niet de wedde en soldij van het personeel, op andere artikelen van de begrooting voorzien, den financieelen last en tal van andere kosten mederekene, waardoor vele elementen van de vergelijking worden vervalscht.

De voordeelen van het tot nog toe bestaande stelsel zijn, naar de voorstanders van de burgerlijke scholen beweren, veelvuld g. Alles nagezien, verzekert het een besparing aan de Schatkist. Het laat toe in het land drie brandpunten van luchtvaart-werkzaamheid te onderhouden, die machtige propagandamiddelen zijn; de doelmatigheid ervan kan niet worden betwist, wanneer men namelijk nagaat welke vlucht reeds genomen is door de jonge luchtvaartclubs, waarvan de vliegtuigbestuurders allen uit deze scholen komen. Deze

onderhouden centra van luchtvaartnijverheid : het bouwen van vliegtuigen volgens essentieel Belgische opvatting, waarvan reeds een tiental modellen van verschillend type door het leger en de burgerlijke luchtvaart worden gebruikt; herstelling van verschillende types van toestellen, van motoren, enz., waarbij de technische zoowel als de praktische zijde grondig worden uitgediept. Zij vormen bij mobilisatie, den kern van volledig uitgeruste bedrijven evenals reserves van specialisten en van arbeiders die van de eerste oogenblikken af voor de behoeften van de militaire luchtvaart kunnen aangewend worden. Tenslotte beperken zij de rol van de legeroverheid tot wat haar eigenlijke rol is, door haar jongelui toe te zenden die goed op de hoogte zijn van alles wat de burgerlijke en de militaire luchtvaart gemeen hebben, zoodanig dat het leger alleen nog hun opleiding te volledigen heeft op zuiver militair gebied. Is het niet logisch dat het leger als militaire vliegtuigbestuurders jongelui zou opleiden die reeds kunnen vliegen, evenals het korps voor automobieltvervoer zooveel mogelijk alleen als bestuurders van de voertuigen beroepsbestuurders of liefhebbers die reeds kunnen besturen, inlijft.

Zonder nu reeds stelling te willen nemen over dit vraagstuk, wijst uw Commissie op zijn belang. De verdwijning van de drie vliegscholen te Antwerpen, te Gosselies en te Saint-Hubert zou een erg feit zijn, dat een teruggang zou beteekenen in de ontwikkeling van een opkomende nijverheid, waarin België veld kan winnen tegenover de andere landen. Er mag hier aan toegevoegd worden dat de inwoners van Luxemburg in de verdwijning van het vliegveld te Saint-Hubert — onvermijdelijk gevolg van de opzegging van de overeenkomst met den Staat — een nauwe reden van onrust over de bedoelingen van de bevoegde overheden zouden zien betreffende de verdediging van het Zuidt Oostelijk deel van het land. Van een zuiver burgerlijk standpunt, bewijst het vliegveld overigens groote diensten, en was het maar als tusschenstation op de lijn Brussel-Bazel. Het bestuur werfde en vormde ter plaatse een talrijk personeel van deskundigen. Men vindt daar een stel merkwaardige verwezenlijkingen, waarvan het lot onherstelbaar zou bedreigd zijn indien het voornemen om de overeenkomsten op te zeggen aangenomen of doorgevoerd werd.

Anderzijds is het nuttig dat de Staat in zijn ondernemingen een zin van consequentie zou toonen en aldus vertrouwen zou schenken aan derden waarmee hij overeenkomsten sluit. Het is niet wenschelijk dat menschen, die zijn oproep hebben beantwoord en het lofwaardigste initiatief hebben betoond, in de noodzakelijkheid zouden gebracht worden over te gaan tot een liquidatie die voor hen zware verliezen zou medebrengen. Alvorens een gedargslijn te bepalen moet men er het voor en tegen van wegen, doch eenmaal de beslissing genomen, moet men niet zonder ernstige reden van meening veranderen.

Indien het nu in voege zijnde type van overeenkomsten bezwaren biedt, mag men overigens andere modaliteiten bestudeeren, die desgevallend voordeliger zijn voor den Staat doch tevens het voortbestaan der burgerlijke scholen mogelijk maken.

De Commissie heeft aan den Minister van Landsverdediging volgende vraag gesteld :

VRAAG

Wat is, behoudens de sommen onder artikel 23 voorzien, het bedrag der uitgaven van allen aard voor het onderhoud en de werking der militaire lucht-

vaartscholen en die voorkomen onder andere rubrieken van de aan de begroo-
ting toegevoegde tabel?

Mag men namelijk aannemen dat het opzeggen der overeenkomsten met de burgerlijke vliegscholen, die een forfaitaire bezoldiging voorzagen voor het vormen van vliegtuigbestuurders door deze inrichtingen, zal neerkomen op een netto bezuiniging van 1,800,000 frank, zooals de toelichting bij artikel 39 van de begrooting van 1932, vergeleken met artikel 40, littera *e* van de begroo-
ting van 1931, schijnt aan te duiden? Zal deze bezuiniging van 1,800,000 frank (premiën aan de burgerlijke scholen) niet opwegen tegen de kosten van vorming der leerlingen-vliegtuigbestuurders in de militaire vliegscholen? Gelieve de elementen van vergelijking tusschen den kostprijs voor de vorming van een leerling-vliegtuigbestuurder volgens de beide werkwijzen aan te duiden.

ANTWOORD.

De werking van de militaire vliegschool te Wevelgem geeft aanleiding tot uitgaven vermeld onder verschillende andere artikelen, doch deze uitgaven moeten in elk geval worden gedaan vermits de vliegschool de opleiding moet voltooien van vliegeniers uit de burgerlijke scholen en zorgen voor oefening van tijdelijk onvoldoende vliegeniers.

Voor 1932 konden wij een bezuiniging van 1,800,000 frank voorzien omdat wij niet voornemens waren nieuwe loodsen in den loop van het jaar aan te nemen.

Ziehier, ten titel van inlichting, hoe de kostende prijs wordt berekend van de opleiding der jonge loodsen bij de militaire school, gesteld dat het aantal loodsen vijf en zeventig bedrage, cijfer voorzien door de vroegere contracten :

Aantal vliegueren per leerling : 25 uren ;

Prijs per uur vlucht : benzine, fr. 82-50 ; olie : fr. 18-65 ;

Opleider : wedde, 30,000 frank, gemiddeld 500 uren vlucht, 60 frank per uur ;

Afschrijving van het materiëel : 195 frank (per uur) ;

Totaal : fr. 356-15.

Maakt voor vijf en zeventig leerlingen gedurende vijf en twintig uren :
 $256.15 \times 75 \times 25 = 667,781$ frank.

* * *

Hoofdstuk VII handelt over de uitgaven voor bewapening, trein en paar-
dentuig. De daarvoor gevraagden kredieten bedragen 114,047,000 frank, hetzij een vermindering met 13,725,400 frank.

Bij artikel 31, inzonderheid, (allerlei benodigdheden en algemeene onkosten voor de inrichtingen, technische diensten en parken der artillerie), zijn de gedane bezuinigingen gedeeltelijk te wijten, « 1° aan het feit dat de verbruikte voorraden slechts gedeeltelijk zullen hernieuwd worden ; 2° aan de vermindering der onderhoudskosten van gebouwen, electrische installaties en spoorweg-
inrichtingen, aan de vermindering van sommige toegewezen munitievoorraden voor opleidingsoefeningen ». Het lijkt overbodig nadruk te leggen op het feit dat kredietverminderingen van dien aard te betreuren zijn. Inzonderheid is het van hoofdzakelijk belang dat de kaders en de troepen beschikken over de onmisbare hoeveelheid ammunitie om hun opleiding in doeltreffende voorwaarden te verzekeren.

In antwoord op een vraag der Commissie, heeft het Departement van Landsverdediging, per geweer en per stuk, het aantal projectielen doen kennen die jaarlijks voor opleiding worden verschoten, en het voegde er bij dat dit aantal geenerlei vermindering heeft ondergaan. Bedoelde inlichtingen, zooals al de overige antwoorden bij de Commissie ingekomen, en die wegens plaatsgebrek in het verslag niet konden worden ingelascht, zijn ter beschikking van de leden die er inzage wenschen van te nemen,

De bestelling van 6,000 mitrailleurs, bestemd voor de hernieuwing van dit gedeelte der bewapening, is volledig geleverd. Het nieuw wapen schenkt volledige voldoening, inzonderheid onder opzicht van nauwkeurigheid, gemak van hanteering en lichtheid. Uit inlichtingen, aan de Commissie verstrekt, blijkt dat het Departement van Landsverdediging oordeelt insgelijks voldoening te hebben voor den weerstand van den mitrailleur in de proeven waaraan hij werd onderworpen.

Sedert ettelijk jaren, stelt het departement van Landsverdediging den aankoop van strijdwagens uit. Op dit gebied bezit het leger slechts enkele volledig onderwetsche tuigen, die ten hoogste kunnen dienen voor de opleiding van de troepen. De reden, die wordt aangevoerd voor de handhaving van dezen toestand, is dat men tot nog toe in de overige landen geen model van strijdwagen heeft kunnen vinden dat volledige voldoening schenkt. Deze toestand mag nochtans niet voor onbepaalden tijd blijven voortduren. Zij die de practijk van den strijd hebben, weten dat de ontoereikendheid van materiëel, inzonderheid van bereden artillerie, die op om het even welk terrein van dichtbij haar actie combineert met die der infanterie, wordt betaald met ontzaglijke verliezen aan menschenlevens. Zonder de verwezenlijkingen buiten mate te willen verhaasten, legt uw Commissie nadruk op de zware verantwoordelijkheid die op dit gebied op de bevoegde overheid weegt

De Commissie heeft aan den Minister van Landsverdediging de volgende vraag gesteld :

VRAAG.

Voorziet het Departement van Landsverdediging nog niet den aankoop van strijdwagens?

Is het materiëel waarover het leger thans beschikt toereikend om de ernstige en doeltreffende opleiding te verzekeren van de miliciens die jaarlijks worden ingedeeld bij de eenheden der strijdwagens?

ANTWOORD.

Wegens talrijke meer dringende behoeften die moeten worden voldaan en waarvoor de toegekende of gevraagde kredieten onvoldoende zijn, overweegt het Departement van Landsverdediging thans den aankoop van strijdwagens niet.

Wij beschikken over 49 *Renault* strijdwagens voor de opleiding der troepen; dit materiëel wordt oud en vergt steeds hogere onderhoudskosten; thans wordt onderzocht of deze kosten niet te hoog loopen gelet op het voordeel dat de miliciens bij de strijdwagens halen kunnen uit de benutting van ouderwetsch materiëel.

Kortom ons materiëel is te oud geworden, zelfs voor de opleiding. Men denkt er aan het af te schaffen. Men spreekt niet van zijne vervanging.

Hoofdstuk VIII groepeert onder de benaming van « technische diensten der genie. » zaken die door hun bestemming al te uiteenlopend zijn : de militaire gebouwen, het onderhoud der vestigen, de pontonniers, de seindiensten, de parken.

Het totaal der aangevraagde kredieten beloopt 30,604,600 frank, hetzij een vermindering met 3,213,900 frank.

* *

Hoofdstuk IX handelt over de kredieten betreffende het vliegwezen. Het geldt hier enkel gewone uitgaven van personeel, onderhoud en hernieuwing. Zij bedragen 50,072,800 frank, hetzij een vermindering met 13,667,200 frank.

Wij moeten vooral wijzen op den post : « aankoop van luchtvaartmaterieel voor de periodieke hernieuwing » die 21,000,000 frank bedraagt tegen 32 miljoen 610,000 frank in 1930 en 34,000,000 frank in 1931. Maakt een verschil van meer dan een vierde op een uitgave die alleen voor doel heeft het materieel op peil te houden van de huidige organieke behoeften door de vervanging van de versleten of afgekeurde toestellen.

* *

Hoofdstuk X, voeding van de troepen, voeder en andere verstrekkingen voorziet 125,631,400 frank uitgaven, zegge een vermindering met 43,125,200 fr. ten gevolge, inzonderheid van de daling der prijzen van talrijke grondstoffen.

Vergen geen commentaar :

Hoofdstuk XI, vervoer- en reiskosten, zegge 15,275,000 frank, boekende een verhooging met 2,725,000 frank.

Hoofdstuk XII — pensioenen en hulpgelden — zegge 6,552,000 frank, of een verhooging met 22,000 frank.

Hoofdstuk XIII — verscheidene onvoorziene uitgaven — zegge 910,720 frank, of een vermindering met 410,000 frank.

* *

De sectie der uitzonderlijke uitgaven voorziet een aantal kredietaanvragen ten beloope van 63,356,304 frank, zegge een vermindering met 100,891,460 fr.

Uit deze cijfers blijkt dat er ontzaglijke besnoeiingen werden gedaan op ontwerpen die niet al te hoogdravend noch te nieuw waren omdat het doorgaans alleen de uitvoering gold van vroegere programma's, die meer dan eens werd uitgesteld door de begrootingscrisissen en waarmede in de jaren van voorspoed een zwak begin werd gemaakt.

Wij halen enkel drie voorbeelden aan die zullen volstaan om te bewijzen hoe ongelukkig deze verminderingen zijn geweest. De Regeering heeft afgezien van het aanvragen van een krediet van 5,950,000 frank voor het grondverweer tegen luchtschepen, van een armzalig krediet van 800,000 frank voor het voortzetten van de studie en voor den aankoop van prototypen met het oog op de motorisatie van de artillerie en ten slotte van 30,000,000 frank vooreerst voorzien voor het volledigen van het luchtvaartmaterieel volgens noodwendigheden sedert 1920 ingezien,

De meerderheid der Commissie meent te moeten wijzen op de zware betekenis van dusdanige maatregelen die ertoe strekken de moderniseering der procédés van gevecht en verweer van ons leger onbepaald uit te stellen en, wanneer het uur van gevaar zal geslagen zijn, het eraan bloot te stellen, zooals reeds is gebeurd, met ongelijke wapens te strijden tegen een vijand behoorlijk voorzien van al de middelen van aanval en verweer, en waaraan spijs de ergste begrootingsmoeilijkheden niets zal geweigerd zijn geworden (1).

* * *

Uwe Commissie heeft zich ingelicht over den stand van voorbereiding der mobilisatie van het land. Zij heeft aan het Departement van Landsverdediging de volgende vraag gesteld :

VRAAG.

« De Commissie wenscht een beknopt overzicht te hebben van de praktische maatregelen die werkelijk werden getroffen met het oog op de mobilisatie van de natie, afgezien van al de beschouwingen van algemeenen aard, van de theoretische studies en werken die de uitvoeringsmaatregelen voorafgaan.

ANTWOORD.

I. — De Minister van Landsverdediging is enkel aansprakelijk voor de mobilisatie van het leger. De elf burgerlijke departementen hebben ieder in hun schoot een « mobilisatiedienst » ingericht, die werkt onder hun verantwoordelijkheid en die tot opdracht heeft de « mobilisatiedossiers » aan te leggen van al de diensten van het hoofdbestuur en van hun buitendiensten en al de uitvoeringsmaatregelen voor te bereiden, te treffen in geval van vijandelijkheden om het leven van het land te verzekeren spijs den oorlogstoestand en te voorzien in de levensnoodwendigheden van de bevolking.

Het Ministerie van Landsverdediging is uitsluitend verantwoordelijk voor de bedrijvigheid van de « Bestendige Commissie van 's Lands mobilisatie », interministerieel studieorganisme, dat aan den Eersten Minister de ontwerpen voorlegt van maatregelen te treffen op burgerlijk gebied en dat hunne werken samenordent.

(1) Na de indiening van dit verslag heeft de pers melding gemaakt van aankoop van luchtvaartmaterieel. Het geldt hier wel te verstaan contracten gesloten in den loop van het laatste dienstjaar en waarvan de prijs moet worden aangerekend op de begroting voor 1931.

Ziehier dienaangaande enkele inlichtingen door het Departement van Landsverdediging verstrekt :

De jongste belangrijke bestellingen van luchtvaartmaterieel zijn de volgende :

30 eenmans jacht vliegtuigen *Fairey Firefly*, voor een waarde van 17,323,290 frank aangerekend op artikel 77 van de gewone begroting voor 1931 (uitzonderlijke uitgaven.)

31 *Fairey Fox* vliegtuigen (tweemans voor verkenning) :

25 daarvan vertegenwoordigen 15,119,525 frank, aangerekend op artikel 40 van de gewone begroting voor 1931.

6 daarvan vertegenwoordigen 3,628,686 frank aangerekend op artikel 77 van de gewone begroting voor 1931 (uitzonderlijke uitgaven).

11 *Rolls-Royce motoren*, wisselstukken voor bedoelde vliegtuigen.

Waarde 2,920,775 frank aangerekend op artikel 40 van de gewone begroting voor 1931.

15 *Morane Saulnier* oefenvliegtuigen.

12 daarvan vertegenwoordigen een waarde van 2,168,823 frank aangerekend op artikel 40 der gewone begroting voor 1931.

3 daarvan vertegenwoordigen een waarde van 472,007 frank aangerekend op artikel 78 van de gewone begroting voor 1931 (uitzonderlijke uitgaven).

De keuze van de *Fairey Fox* geschiedde op grond van den goedkoopsten prijs van dit toestel dat een vermogen heeft gelijk aan dat van zijn sterksten concurrent.

Daar Landsverdediging reeds een bestelling gedaan had van 12 dergelijke toestellen, zoo bekomt men aldus een homogeen materieel; wij voegen daaraan toe dat 60 t. h. van de arbeidskrachten Belgen moeten zijn.

Deze Commissie vergadert elke week en heeft dit jaar aan den Eersten Minister de volgende werken voorgelegd :

Algemeene onderrichting betreffende de bescherming der burgerlijke bevolking tegen de luchtaanvallen;

Voorbehoedsmaatregelen te treffen in de landsgedeelten blootgesteld aan de aanvallen van den vijand;

Omschrijving der bevoegdheid van den Koning en van den Eersten Minister in geval van oorlog, enz.

Verscheidene departementen hebben hun mobilisatieblad voltooid en bereiden zich voor ze onder de uitvoerenden te verspreiden.

Een groot aantal beginselvraagstukken tijdens de vergaderingen besproken, laten aan al de mobilisatiediensten der burgerlijke departementen toe definitief de onderrichtingen bij te werken die aan gansch het personeel dienen gegeven. Het schijnt niet deze zijde van het vraagstuk van 's Lands mobilisatie te zijn waarin de Commissie voor Landsverdediging van den Senaat belang stelt. Moest dit echter het geval zijn, dan zou de Commissie voldoening kunnen bekomen met zich te wenden tot ieder der burgerlijke departementen, die verantwoordelijk zijn voor hun mobilisatie.

II. — Wat meer in het bijzonder het leger betreft, behelst de mobilisatie verscheidene zijden die afzonderlijk dienen onderzocht :

1^o De eigenlijke mobilisatie der troepen, behelzende de terugroeping der reservisten, hun uitrusting, de samenstelling der algemeene eenheden, hun concentratie aan de grens. Al deze verrichtingen zijn tot in de bijzonderheden voorzien; zij worden ieder jaar nagezien en gewijzigd. Al de practische maatregelen zijn getroffen en nagezien;

2^o Het bijhouden van al de magazijnen, arsenalen, munitieopslagplaatsen, enz., ten einde de volledige uitrusting op alle gebied van de gemobiliseerde troepen te verzekeren alsmede hun middelen van actie tijdens de eerste weken van den veldtocht. De Senaatscommissie moet wel weten dat bij gebrek aan kredieten dit gedeelte van de mobilisatie van het leger niet voltooid is; (1)

3^o De nijverheidsmobilisatie om de strijdende troepen te bevoorraden na de eerste weken veldtocht tijdens dewelke de in vreedstijd voorziene actie-middelen werden aangewend. Het schijnt dat het dit gedeelte van 's Lands mobilisatie is dat bijzonder belang inboezemt aan de Senaatscommissie en dat verdient hare aandacht gaande te maken.

III. — Op het gebied van industriele mobilisatie, om in de legerbehoeften te voorzien, werd het werkprogramma duidelijk door den Algemeenen Staf vastgesteld, die de *maandelijksche behoeften* van het leger tijdens den veldtocht heeft berekend.

In deze behoeften wordt voorzien door de Directie der bevoorrading en ontruiming van het binnenland, onder de rechtstreeksche bevelen van den Minister. Deze directie bestaat uit acht militaire diensten vanaf den vreedstijd

» (1) Na ontvangst van dit antwoord werd de volgende vraag aan den Minister van Landsverdediging gesteld :
» 1^o In zooverre deze inlichting niet vertrouwelijk is, welk is de aard en de hoeveelheid van de nog noodige voorraden?

» 2^o Welk is het bedrag der kredieten vereischt voor het op peil brengen van deze voorraden?

» 3^o Wanneer werden deze kredieten aangevraagd en eventueel geweigerd? »

werkend voor de loopende behoeften van de bevoorrading van het leger, om te voldoen in de noodwendigheden van de opleiding en in het op peil houden van de magazijnen en arsenalen.

Elke dienst, binnen zijn bevoegheid, bereidt, behalve de mobilisatie, de noodige middelen voor tot verwezenlijking van het programma van den Algemeenen Staf inzake de maandelijksche behoeften.

Ziehier voor elk daarvan, afgezien van alle beschouwingen van algemeen aard inzake voorbereidende studiën en theoretische werken, de practische maatregelen getroffen met het oog op het aldus omschreven doel :

Technische dienst van de Genie.

Voorbereiding van bestelcontracten bij de mobilisatie aan fabrieken (een vijftigtal) voor de levering van cement, palen, zand, platen, kabels, enz. Voorbereiding voor elke bestelling van het mobilisatiedossier van den keurder van het bestuur.

Opgave voor elke bestelling van de behoeften aan grondstoffen, personeel, drijfkraft, enz., voor de werking van de fabriek.

Elk der vertegenwoordigers van de overgenomen fabrieken werd ontboden bij de Mobilisatiedienst van de Natie die hem de noodige onderrichtingen heeft gegeven voor de mobilisatie van zijn inrichting.

Veeartsenij- en remontedienst.

Mobilisatieplan van aankoop van paarden in het buitenland. Regeling van paardentransport te water. Naamlijst van de aankoopcommissiën in het buitenland werkzaam.

Dienst van de intendance en van de legervoorraden.

Inrichting van de basis.

Benutting van voor het leger noodige burgerlijke maalderijen.

Benutting van voor het leger noodige burgerlijke bakkerijen.

Benutting van voor het leger noodige burgerlijke voederpersen.

Benutting van voor het leger noodige burgerlijke koelinrichtingen.

Benutting van voor het leger noodige burgerlijke beschuitfabrieken.

Opgave van de aan te koopen of op te vorderen voorraden.

De intendanten, hoofden van dienst, zijn klaar met de maatregelen met het oog op de in hun gebied voorziene opvorderingen.

Werkung en uitbreiding van de militaire fabrieken van schoenen, kleedingstukken en herstellingen.

Dienst voor bescherming tegen gassen.

Sedert aanvang 1931 werden contracten gesloten voor de indiening, bij de eerste gedeeltelijke leveringen, van beschrijvende memories met opgave van plans, inlichtingen en aanwijzingen voor den onmiddellijken aanmaak door niet gespecialiseerde werkhuizen van het in de contracten bedoeld materiëel.

Samen met de laatste gedeeltelijke leveringen overhandigen de aannemers de werktuigen, gietvormen, enz., vervaardigd voor de uitvoering der bestellingen.

De telling van de grootnijverheidsproducten werd gedaan en het productievermogen van de Belgische fabrieken volstaat ruimschoots om te voorzien in elke mogelijke behoefte.

Geneeskundige en pharmaceutische dienst van het leger.

Contracten voor den aankoop van heelkundige instrumenten en pharmaceutische produkten.

Vorbereiding van de opvorderingen van hospitaalmateriëel.

Dienst der bewapening en der munitie.

Voor den munitieaanmaak werden contracten gesloten voor de levering van hulzen en de oprichting van een hulzenfabriek te Brugge en contracten voor de levering van patronen en oprichting van een patronenfabriek te Brugge.

De Koninklijke Geschutgieterij heeft contracten gesloten voor leveringen bij mobilisatie en oprichting van een granatenfabriek te Hoboken en te Monceau-sur-Sambre.

Loopende contracten maken het onderhoud mogelijk van de uitrusting en de opleiding van het fabriekspersoneel belast met den aanmaak van granaten in gietstaal.

De uitrusting met het oog op den meer intensieven aanmaak van projectielen met de medewerking van de private nijverheid omvat thans :

Twee persinstallaties;

Uitrusting voor een granaatgieterij (ramen, modelplaten, kernbussen, tralies);

Slijpmachines.

Loopende contracten laten toe, mits schadeloosstelling, het mobilisatieplan op te maken van sommige fabrieken met het oog op den aanmaak van granaten. Het mobilisatiedossier van de Koninklijke Geschutgieterij voorziet bovendien hare overbrenging binnen de basis.

Het « Constructie-arsenaal », dat voortgaat met ter plaatse te werken, heeft zijn mobilisatiedossier in orde, met inbegrip van de verschillende koopcontracten voor de levering van de noodige grondstoffen voor de werking van deze instelling.

De « Rijkswapenfabriek » heeft tot in de minste bijzonderheid haar overbrenging naar de basis voorbereid, een deel van deze overbrenging geschiedt in vreedetijd, zoodra de financieele middelen zulks toelaten.

Dienst voor autovoertuigen en motorbrandstoffen.

1^o Autovoertuigen :

a) Bezichtiging en telling van de bedrijven die bij de mobilisatie de voor het leger noodige autovoertuigen kunnen uitrusten en wel :

Voor de monteering der in voorraad gehouden carrosserieën : 7 bedrijven;

Voor den aanmaak en de monteering van carrosserieën : 3 bedrijven;

Voor de levering van trekhaken : 2 bedrijven.

b) Bezichtiging en telling van de fabrieken die moeten medewerken aan de algemeene herziening van de autovoertuigen in dienst in oorlogstijd en deelnemen aan den aanmaak van gerij en onderdeelen : 9 bedrijven;

c) Bezichtiging der bedrijven die moeten dienen voor de inrichting in oorlogstijd van het voorraadmagazijn voor autovoertuigen : 5 bedrijven.

2° Motorbrandstoffen :

- a) Inwerkingtreding van het Koninklijk Besluit van 17 October 1924, n° 19137, op den invoer van brutto petroleum, hare bijproducten en bezinksels;
- b) Bezichtiging van al de inrichtingen voor inslaan en verkoop van benzine en bijproducten van petroleum;
- c) Bezichtiging van de inrichtingen voor distilleering van benzine : 3 bedrijven;
- d) Bezichtiging van de inrichtingen voor olieraffineerderij : 2 bedrijven.

Diéinst van de luchtvaart :

Contracten voor opvordering en aankoop van al de benodigdheden voor de luchtvaart.

IV. — Onaangezien de mobilisatiewerken enkel met het oog op de militaire behoeften of enkel met het oog op de behoeften der burgerlijke diensten, zijn er mobilisatiewerken die rechtstreeks het geheele land aanbelangen.

De Voorzitter van de Permanente Commissie voor de Mobilisatie van de Natie en zijn secretariaat, in overleg met de betrokken burgerlijke diensten, richten uitvoerende commissiën op, belast met het opmaken van het mobilisatiedossier van deze bedrijven.

Aldus werken thans een Commissie belast met de mobilisatie van de steenkolen onder de hooge leiding van de « Fédération des Charbonniers, » eene Commissie voor de mobilisatie van den electrischen stroom voor de werking van de gemobiliseerde fabrieken en de behoeften der burgerbevolking, onder de hooge leiding van de « Groupe des Unions des Centrales électriques ».

Dit antwoord toont dat een lofwaardige poging werd gedaan, doch het opzet is grootsch en ingewikkeld; het werd laattijdig aangevat; een overgroot organisatiewerk blijft te verrichten.

Het is te wenschen dat het zonder verwijl worde voortgezet, in een geest van nauwere samenwerking dan in het verleden, tusschen het leger en de privaattijverheid en een beredeneerde benutting van de bevoegheden in de toekenning der opdracht aan elkeen voor de verdediging van het land.

De Verslaggever,
H. PIERLOT.

* * *

Met 8 tegen 4 stemmen stelt de Commissie aan den Senaat voor de begrooting aan te nemen.

Het verslag werd goedgekeurd met 8 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

De Secretaris,
F. DEMETS.

De Voorzitter,
J. LEKEU.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 22 DECEMBER 1931.

Verslag uit naam van de Commissie van Landsverdediging over het Wetsontwerp houdende de Begroting van het Ministerie van Landsverdediging voor het dienstjaar 1932.

Antwoorden op de vragen na de indiening van het Verslag toegekomen.

VRAAG (Zie bladzijde II van het verslag).

Welke is de samenstelling van het militair personeel in het Centraal bestuur te werk gesteld?

De Commissie wenscht het bedrag te kennen van de wedden en soldij van dit militair personeel.

Welke is in de vermeerdering van het burgerlijk personeel, vermeld bij de laatste alinea van de toelichtende nota, de verhouding van oud-beroepsvrijwilligers? Welke zijn desgevallend de redenen die beletten dat deze aanwerving voltallig geschiede in de bedoelde categorie?

ANTWOORD.

Samenstelling van het militair personeel van het Centraal Bestuur :

7 luitenanten-generaal (waarvan het hoofd van den algemeenen staf van het leger en de inspecteurs-generaal); 6 generaal-majors (van wie het Kabinets-hoofd en de onder-chef van den algemeenen staf van het leger); 12 kolonels; 7 luitenant-kolonels; 43 majors; 102 kapiteins; 9 luitenants; 222 onder-officieren; 87 soldaten die weder dienst hebben genomen.

* * *

Het bedrag van de wedden en soldij van dit personeel bereikt ongeveer 17 miljoen.

a) Bij het personeel in de nota ter verantwoording bedoeld, behooren vooreerst achttien bedieningen van klasseerder of verzender of van bode-huisbevaarder, krachtens een Regeeringsbesluit voorbehouden aan vroegere tijdelijke bedienenden oorlogsverminkten of invaliden.

De begeving van de overige bedieningen (opsteller en schrijver) heeft plaats bij wijze van wedstrijden, overeenkomstig het organiek reglement van het burgerlijk personeel. De proeven gaan over de kennis vermeld op het programma van het middelbaar onderwijs van hooger en of van lageren graad, naar gelang opstellers of schrijvers moeten aangeworven worden.

De wedstrijden worden op bijzondere wijze aan het personeel van het leger aangekondigd.

Zeer weinig vrijwilligers hebben zich aangeboden op die welke in 1930 en in 1931 hebben plaats gehad.

De verhouding van de vrijwilligers of oud-vrijwilligers die aanneembaar geacht werden, bedraagt 4 t. h.

b) Artikel 11 der wet van 3 Augustus 1919, gewijzigd door de wet van 21 Juli 1924, verbiedt de Staatsbesturen tot benoemingen over te gaan zonder een openbaren oproep tot kandidaten te hebben gericht. Voormeld reglement schrijft daarbij voor dat de bedieningen van opsteller en van schrijver in de hooger vermelde voorwaarden bij wijze van wedstrijd worden toegekend.

Niettemin en onaangezien de voordeelen die de wet van 3 Augustus 1919 aan de verminkten, invaliden, strijders, weezen, enz. van den oorlog, verleent, ten einde hun toegang tot de bedieningen te vergemakkelijken, verzet niets er zich tegen dat de beroepsvrijwilligers of oud-beroepsvrijwilligers boven alle kandidaten worden verkozen.

Deze voorkeur is echter gebleken in de practijk zonder uitwerking te zijn. Inderdaad, de regeling betreffende de wedderoosters, die dezelfde is voor al de ministeriële departementen, verleent dezelfde aanvangbezoldiging aan al de kandidaten die tot een gelijke bediening zijn aangenomen : 12,000 frank voor de opstellers; 10,000 frank voor de schrijvers.

Deze wedde is niet verlokkelijk genoeg voor de bezoldigde beroepsvrijwilligers.

Anderzijds worden de bedieningen van opsteller en orde-klerk slechts voorwaardelijk verleend; zij worden slechts vast binnen de perken van de kaders.

* * *

VRAAG (Zie bladzijde 13 van het Verslag).

De Commissie stipt aan dat de vermeerdering van 2,051 bezoldigde soldaten een verhooging van uitgaven van 19,176,850 fr. veroorzaakt. Zij wenscht omstandige gegevens tot staving van de vermeerdering van deze reeks van het effectief en de bedieningen te kennen van bedoelde soldaten (zich voor dit laatste punt beperken tot een algemeen overzicht met vermijding van alle verwikkeling en lange opzoekingen).

Welke is de organiek voorgeschreven getalsterkte :

1^o Voor officieren met den graad die overeenkomt met de bediening van pelotonchef?

2^o Voor sergeanten en wachtmeesters?

Welk is het aantal officieren die bij de getalsterkte hooren voor de uitoefening van de bij voormeld 1^o bedoelde bediening, daarbij begrepen de kapiteins uit den oorlog die een lagere bediening dan die van hun graad bekleeden?

Desgevallend, welke zijn de schikkingen die genomen zijn of zullen worden om in het tekort te voorzien?

Is er verbetering vergeleken bij den toestand van de vorige jaren, wat betreft de ongeschikten wegens dienstonbekwaamheid voorgekomen tusschen het verschijnen van de miliciens vóór het aanwervingsbureau en het einde van de derde maand van hun oproep onder de wapens? (Zie in dit opzicht de twee laatste verslagen van den Senaat over de begrooting van landsverdediging).

De Commissie wenscht op dit gebied uitvoerige verklaringen, de maatregelen te kennen die genomen werden om de vastgestelde bezwaren te verhelpen en de verkregen uitslagen.

Welk is het aantal reserve-officieren van de verschillende graden die vrijwillig een diensthervatting in 1931 hebben vervuld?

ANTWOORD.

Het aantal wederdienstnemende soldaten werd organiek niet verhoogd.

De aanwerving, tot aanvulling van de getalsterkte tot het organiek cijfer, overtrof de vooruitzichten wegens de wereldcrisis en de werkloosheid.

De aangeworven militairen bezetten de voorziene bedieningen die tot nog toe geen titelvoerende beroepsmilitairen telden.

* * *

Organiek is voorzien :

1^o 1,594 officieren met den graad die overeenkomt met de bediening van pelotonchef (luitenants en onderluitenants). Dit cijfer betreft niet de diensten;
2^o 3,670 sergeanten en wachtmeesters.

De getalsterkte van de officieren voor de uitoefening van de bij voormeld 1^o bedoelde bediening, inbegrepen de kapiteins-peletonchefs bedraagt 1,276.

Er is dus een tekort van 318 eenheden; er dient nochtans opgemerkt dat er op dit oogenblik 91 leerlingen-onderluitenants zijn in de oefenschool van de artillerie en van de genie, die eerlang dit tekort zullen verminderen.

Deze toestand wijst op een groote verbetering ten overstaan van den toestand van vorig en van de vroegere jaren. Deze verbetering is een gevolg van den huidige economischen toestand en ook van de gelukkige uitwerking der wet van 14 Juli 1930.

Het Departement van Landsverdediging is er quasi van overtuigd dat het tekort weldra zal verdwijnen.

De promoties van de krijgsschool zijn tegenwoordig zeer sterk (40 tot 50 candidaten aanvaard in elke afdeeling).

Het aantal candidaten voor de krijgsschool en voor de examens van onderluitenant is tegenwoordig zeer aanzienlijk.

Er meldden zich 301 candidaten aan voor 90 plaatsen bij de krijgsschool in 1931.

Vierhonderd vijftig candidaten meldden zich aan voor de voorbereidende examens tot het examen A, in Januari 1932. Onder hen zijn slechts 73 candidaten, in verband met hun voorgaande studies, onderworpen aan het examen in de talen (Fransch-Nederlandsch).

Het aantal vrijwillige candidaten is er een zekere waarborg voor, dat de aanwerving van de ontbrekende officieren in de beste voorwaarden zal verzekerd zijn.

* * *

Hierbij gaat een tabel van de ongeschikten uit de laatste militieklassen bij de indiensttreding en in den loop van hun actieven dienst.

Afwijzingen voor den legerdienst.

Klassen	Aantal miliciens onder de wapens gekomen.	Vrijge- steld.	Uitgesteld.	Totaal.	°/o afwijzin- gen bij de aanwerving.	Afgekeurd in den loop van den actieven dienst.	Totaal der afwij- zingen °/o vrijge- stelden + uitg. + afgekeurden.
1927	43,825	1,494	636	2,130	4,86	1,826 (4.16 %)	3,956=9.02%
1928	42,573	1,134	829	1,963	4.61	1,216 (2.85 %)	3,179=7.47%
1929	43,920	927	783	1,710	3.89	1,372 (3.12 %)	3,082=7.01%
1930	43,355	909	744	1,653	3.81	—	—

Deze tabel toont aan dat de afwijzingen bij de aanwerving langzaam doch bestendig verminderen.

Op de vraag zal nauwkeuriger kunnen geantwoord worden wanneer volledige statistieke gegevens zijn ingewonnen, die zullen toelaten het aantal ongeschiktverklaarde miliciens te kennen op het einde van de derde maand van den actieven dienst, den aard van de ongeschiktheid en de regimenten waarbij zij waren ingedeeld.

Er valt te voorzien dat de huidige afwijzingen, kort na den aanvang van den actieven dienst, zullen afnemen, daar onderrichtingen, zijn gegeven aan den commandant van den gezondheidsdienst der militaire omschrijvingen, opdat hooge officieren van den gezondheidsdienst worden aangeduid telkens dit mogelijk is, om aanwezig te zijn bij de vergadering van het aanwervingsbureau.

De eenige practische wijze om de geneeskundige verrichtingen in de aanwervingsbureelen te controleeren, zoowel voor het ontdekken van het bedrog als om te waken op een volledig en grondig onderzoek naar de geschiktheid, zou hierin bestaan een afgevaardigde van den gezondheidsdienst aan te duiden om aanwezig te zijn bij het geneeskundig onderzoek der miliciens, of om deze opnieuw te onderzoeken nadat zij voor de geneesheeren van het aanwervingsbureau zijn verschenen.

Doch het eerste middel is onwettelijk, daar het geneeskundig onderzoek met gesloten deuren moet gebeuren in aanwezigheid alleen van de geneesheeren van het aanwervingsbureau; het tweede middel kan tot talrijke klachten aanleiding geven vanwege de miliciens die niet gehouden zijn zich aan een nieuw geneeskundig onderzoek te onderwerpen, tenzij zij voor den herzieningsraad worden geroepen.

* * *

Ziehier het aantal reserve-officieren die vrijwillig een diensthervatting in 1931 hebben vervuld :

Kolonels, 7; luitenant-kolonels, 6; majoors, 12; kapiteins, 100; luitenants, 509; onderluitenanten, 160.

In de vrijwillige wederoproeping tellen wij deze gedaan met het oog op de bevordering mede.